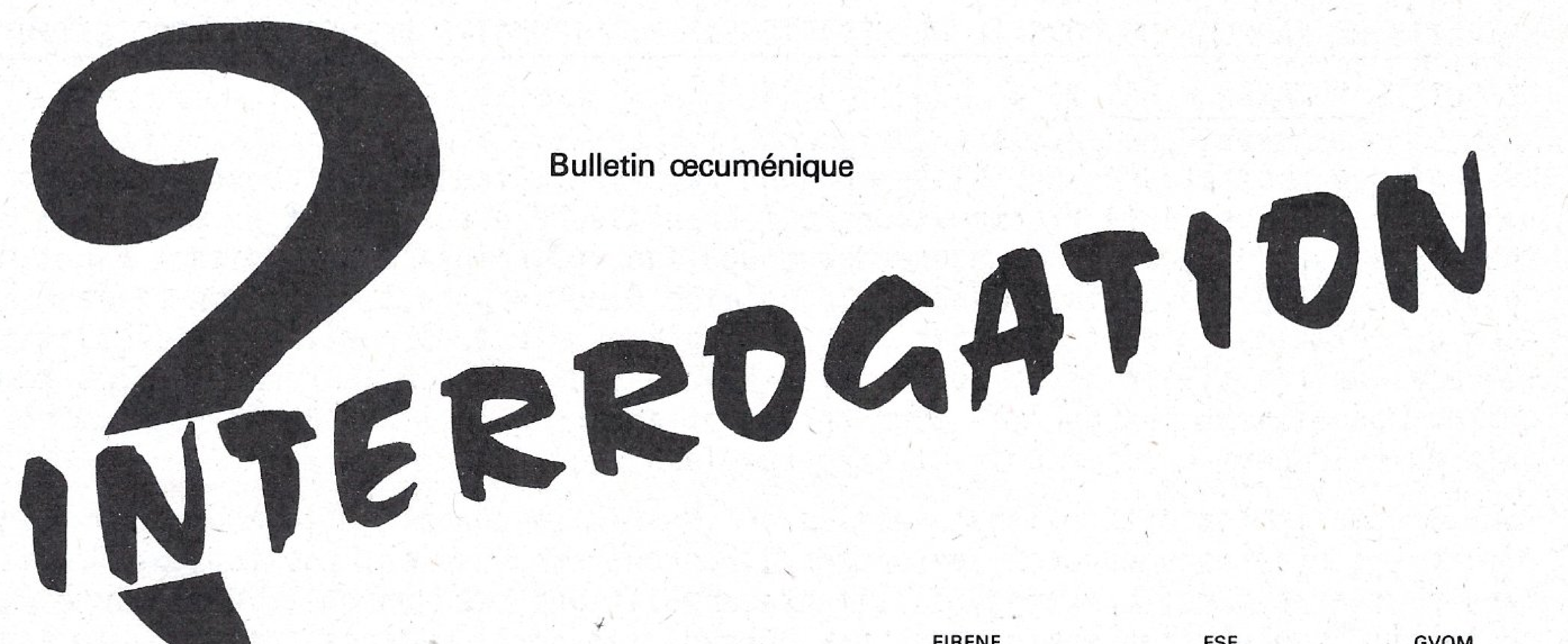


EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2013 Colombier
CCP: 23-50 46

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-77 86

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP: 10-209 68

JUIN 1976 NUMERO 5 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

L'EGOISME NE PART PAS EN VACANCES

Coup sur coup, les événements internationaux ou helvétiques ont tenté de réveiller notre conscience de citoyens bien pourvus. Sur nos lèvres apparaissent souvent les mots de "partage", de "solidarité", d'attention "aux plus pauvres". Hélas, les réflexes de peur et de conservatisme prennent le dessus!

Lors de la 2ème conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement à New-Dehli, en 68, les pays riches, dont la Suisse, s'étaient engagés à fournir une aide de 1% de leur produit national brut aux pays les p lus pauvres du monde. Les riches avaient promis... sans fixer de date. Par la suite, il est apparu que l'aide publique devait représenter 0,7% au moins du PNB. Or, notre pays a contribué à raison de 0,16% en 73, 0,14% en 74, et 0,14% du PNB en 75. Nous sommes parmi les lanternes rouges pour l'aide au développement... et dans le peloton de tête en ce qui concerne le PNB par habitant et par an, immédiatement derrière le Koweit, champion du monde, et avant les Etats-Unis et la Suède...

La 4è me Conférence de la Cnuced, tenue en mai à Nairobi, a frôlé le fiasco, à la suite du raidissement égoïste des principaux pays riches. Les deux points essentiels de la rencontre : fonds de stabilisation pour les matières de base et dettes des pays les moins développés ont été subtilement escamotés : on a décidé d'engager des négociations et un forum pour trouver d'éventuelles solutions. Les "sous-hommes" du monde ne peuvent plus se contenter de paroles et de promesses. Ils ont faim de pain, de travail, de justice, de dignité. A Nairobi, ils ont fait bloc, ils ont fait front. Enfin, le syndicat des pays pauvres tient tête au groupe des nantis. Comprendrons-nous leur cri, leur colère ?

Le p euple suisse vient de rejeter massivement un prêt de 200 millions à l'IDA. Il faut accueillir ce résultat avec des nuances. Les motivations des partisans et des opposants au prêt étaient diverses. Il y avait bien des raisons d'approuver ou de rejeter cette aide, comme notre dernier dossier l'avait démontré. Cependant, il semble que le réflexe neutre et suisse : "Occupons-nous de nos affaires... gardons notre argent pour nos chômeurs... que les autres travaillent comme nous..." ait joué en plein. Pendant ce temps, la réalité tragique s'amplifie et gronde outre-mer. Nous avons refusé 200 millions au profit de projets dans les pays les plus démunis de la planète et dans le même temps, nos 3 plus grandes banques accordent un prêt de 750 millions de francs à l'Allemagne fédérale pour pallier ses difficultés budgétaires. Certes, le peuple n'avait pas à être consulté. Néanmoins, la juxtaposition des deux événements apparaît symbolique.

En ce mois de juin, les Suisses rêvent des Baléares, de l'Espagne ou de l'Italie. Ils font provision de crèmes à bronzer et de matériel de camping. Ils organisent des itinéraires en fonction de la valeur des monnaies, des attraits gastronomiques, des durées d'ensoleillement et des possibilités de défoulement. Sans se rendre compte qu'ils sont malades.

Oui, nous sommes malades d'égoïsme et d'indifférence. Le grand ennemi d'aujourd'hui n'est pas le communisme. Pas davantage le capitalisme. Il est bel et bien l'indifférence. Notre abondance nous assoupit; notre rêve de puissance et de libération trouve son compte à travers l'euphorie des mass maedia; notre créativité est anesthésiée par le rythme de vie et de travail. Et nous refusons d'ouvrir les yeux et les oreilles. Nous refusons de lutter et de risquer. Nous nous contentons de ce qui est superficiel, clinquant et immédiat dans la nature, dans l'homme. Au lieu de chercher les vraies valeurs dans la nature, dans l'homme, en Dieu.

En Suisse, nos mouvements ont pour longtemps du pain sur la planche ! Que d'habitudes restent à bousculer, que de sécurités restent à ébranler, que de protections étanches restent à fissurer. Non pour le plaisir de changer et de transformer, mais bel et bien pour réaliser les transformations indispensables à la survie de l'humanité, à la mise en place de structures justes. Nos mouvements continueront de poser des gestes significatifs. Nos volontaires ont à témoigner de ce qu'ils ont vu outre-mer. Nous avons à déranger notre société de gavés. Les jeunes, plus que d'autres, ont à mener ce combat: leur espérance dans l'avenir les y convie; leur force d'innovation et de co-création le justifie; leur audace et leur non-conformisme les y pousse.

Le récent livre de Jean Ziegler démontre la puissance du pouvoir économique et bancaire sur la terre. En dix ans, le marché des armes organisé par les pays riches s'est multiplié par 5,5. Ne nous agenouillons-nous pas de plus en plus devant le Dieu Profit ? La jeune Marie-Noëlle, d'un pays pauvre, écrivait en parlant des Occidentaux riches et égoïstes : "Ils n'ont pas besoin de Dieu. Sans Dieu, ils ont tout. Une seule chose leur manque : la faim. C'est une grande misère que d'être constamment rempli, rassasié."

Bonnes vacances !

Paul Jubin

EXTRAITS DU RAPPORT DU CONSEIL DU DEPARTEMENT MISSIONNAIRE DES EGLISES PROTESTANTES DE SUISSE ROMANDE - MAI 76

Les Eglises protestantes de Suisse romande reçoivent, toujours à nouveau, la vocation de participer à la proclamation de l'Evangile de Jésus-Christ au monde entier, en vue de "sauver tout homme et sauver tout l'homme", ainsi que le disait Vinet. Cette p articipation à la mission du peuple de Dieu suppose la création et le maintien de relations, en particulier avec des Eglises d'autres continents. Il s'agit de vivre et de travailler en communion avec elles, pour aller à la rencontre des hommes qui ne connaissent pas encore Jésus-Christ et auxquels la liberté, la justice et la paix qui viennent de Dieu doivent être révélées.

Pour accomplir cette tâche, nos Eglises ont besoin de connaître le monde dans lequel vivent ces Eglises-soeurs et les hommes à rencontrer. Ce n'est pas toujours facile. Dans plusieurs pays, en effet, la situation politique, écononique, idéologique et culturelle évolue très rapidement. Au cours de ces derniers mois, cette évolution a suscité à l'adresse du Conseil du Département Missionnaire de nombreuses questions légitimes et importantes.

Au Mozambique

Au Mozambique, sur la côte africaine de l'Océan Indien, la décolonisation est maintenant chose faite. Cet ancien territoire portugais a accédé à l'indépendance en juin dernier. L'ex-Mission suisse dans l'Afrique du Sud, puis le Département missionnaire y ont fourni pendant près de 90 ans, l'un de leurs plus gros efforts. Jusqu'à tout récemment, entre 30 et 40 missionnaires suisses y oeuvraient en qualité de pasteurs, enseignants, animateurs de jeunesse, administrateurs, agronomes et techniciens, médecins, infirmières et sage-femmes. Leur travail était principalement concentré sur Lourenço Marques - aujourd'hui Maputo -, Ricatla, Antioca, Mausse, Chicumbane et Beira. Tous dép endaient de l'Eglise presbytérienne du Mozambique.

Dès le lendemain de l'indépendance, le parti de libération nationale le FRELIMO, ayant accédé au pouvoir sans opposition et dans l'enthousiasme, le président Samora - Moises Machel proclama avec force la laïcité de l'état. La nouvelle République populaire du Mozambique, déclara-t-il, se veut socialiste et débarrassée des mainmises étrangères. Alors que le précédent régime portugais et l'Eglise catholique se soutenaient mutuellement pour assurer leur pouvoir, le FRELIMO a adopté une position de stricte séparation entre les Eglises et l'Etat. Chacun est libre de croire ou de ne pas croire. Mais le gouvernement veut contrôler seul les institutions sociales du pays. En conséquence, il a immédiatement nationalisé toutes les oeuvres hospitalières et scolaires qui dépendaient auparavant des Eglises et missions.

Cette décision a surpris par sa rapidité. On ne l'attendait pas sitôt. Elle rendit plus difficile la présence de certains collaborateurs. Une quinzaine d'entre eux viennent de rentrer en Suisse. Une demi-douzaine sont demeurés au service de l'Eglise presbytérienne. Enfin, une dizaine ont librement accepté de continuer à soigner ou enseigner des Mozambicains en temps qu'employés de l'Etat; ils voient là une suite logique de leur vocation missionnaire. Approuvés par les autorités de l'Eglise Presbytérienne et par le Conseil du Département Missionnaire, ce nouveau type d'engagement va évidemment poser quelques problèmes, qui seront abordés plus loin.

La situation semble maintenant évoluer favorablement. Au cours d'une audience accordée fin janvier à Maputo aux représentants du Conseil chrétien et de l'Eglise catholique du Mozambique, le président Machel a donné l'assurance de l'instauration d'un dialogue entre le gouvernement et les dirigeants des Eglises. A l'issu de l'audience, le pasteur Isaac D. Mahlalela, secrétaire du Conseil chrétien, et le pasteur Isaias Funzano, président du Conseil synodal de l'Eglise presbytérienne, ont tous deux affirmé que la délégation était sortie du bureau présidentiel satisfaite et encouragée. Le gouvernement s'est montré prêt à reprendre contact avec chacune des Eglises, dès qu'elles e n feront la demande, afin d'arriver à une normalisation de ses relations avec elles.

Faire de la Politique ?

Jésus s'est fait homme dans le but de sauver tout homme et tout l'homme. C'est pourquoi l'Eglise est appelée à s'intéresser aux souffrances, aux angoisses, comme aux recherches, aux espoirs et aux conquêtes de l'homme. Mais"si l'Eglise s'intéresse à l'homme en temps qu'individu, elle doit l'exprimer par une attention portée à la société dont il est membre" (Julius Nyerere). On comprend difficilement que l'Eglise hésite encore là-dessus, elle qui constitue une communauté, la société de ceux qui personnellement ont été touchés et transformés par l'Evangile. L'Eglise ne peut rester insensible aux combats pour tout ce qui contribue à la dignité de l'homme; mieux : elle sera à sa manière propre partie prenante dans ces combats qu'elle devrait même susciter.

Tout cela signifie, il fait oser le dire, que l'Eglise dans sa fidélité à l'incarnation - solidarité avec les hommes - et dans sa fidélité à la résurrection - annonce d'un nouveau monde - "fait de la politique".Dans le sens indiqué par Bernard Martin : "Nul homme ne peut se situer, sinon en son contexte social et culturel. L'aider à définir ce contexte c'est donc lui fournir le moyen d'être mieux ce qu'il est. Il en est de même pour l'Eglise. A vouloir se cantonner dans le plan spirituel, c'est se condamner à ne plus savoir où l'on est. A lui seul Dieu reste inhumain. Il ne prend sa totale signification qu'au travers de son incarnation dans tous les détails pratiques de l'existence humaine, avec les innombrables risques que cela comporte" (La Vie Protestante, 12/3/76 p.8). Ou encore dans la perspective tracée par Marcel Fallet : "L'Eglise est politique en ceci que l'action qu'elle mène - évangélisation ou autre - vise à une transformation des personnes et des groupes. Ainsi la prédication du dimanche matin, qui invite les gens à vivre l'amour du Christ, entre spontanément dans ce cadre" (Les Cahiers protestants, 1973, No 1-2, p.101).

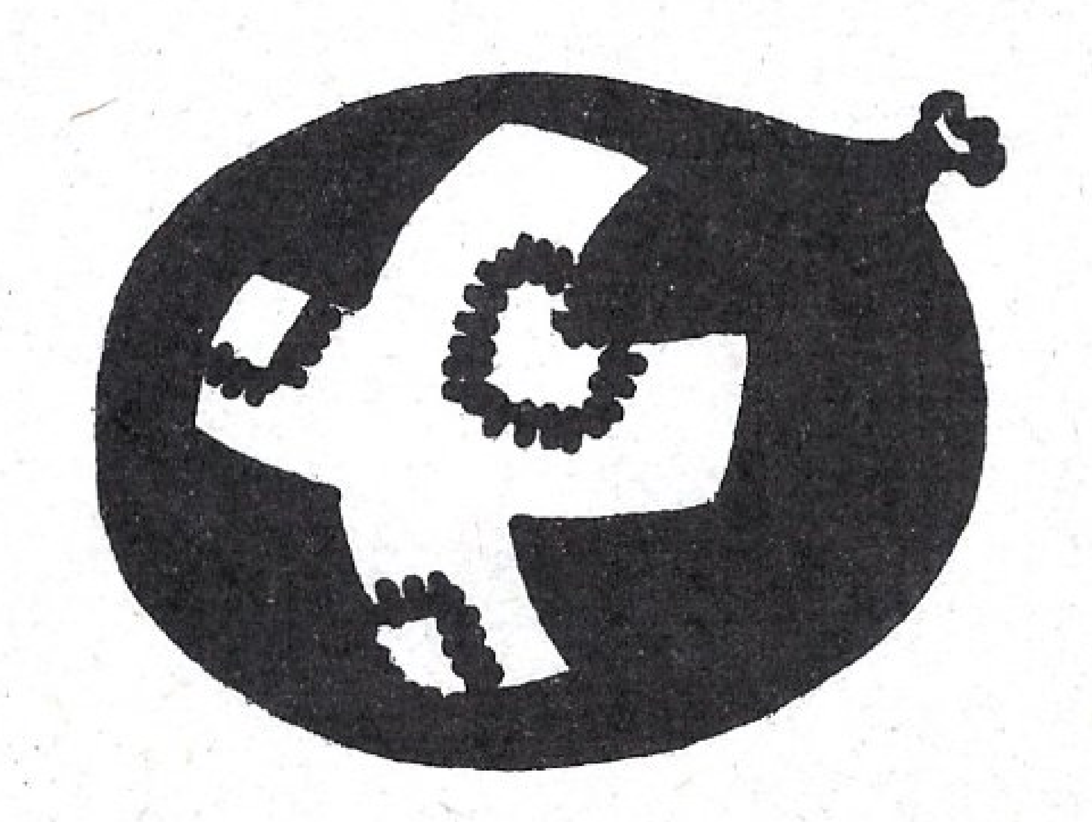
Au Mozambique, par exemple, l'Eglise a paru faire de la politique "conservatrice", aux yeux de certains, en ne dénonçant pas ouvertement le régime colonial - pouvait-elle faire autrement ? - mais aussi, pour les gouvernements portugais d'alors, de la politique dite "subversive" en prêchant et en vivant l'Eglise du Christ, en formant des hommes et des femmes qui ont pris conscience de leur droit au respect de leur identité et à la liberté, conscience de leurs responsabilités au niveau de leur existence personnelle et au niveau de la vie du pays tout entier.

Quant à J ésus, incarné dans l'ambiguïté d'une société juive vivant dans un pays occupé par les Romains, il est tantôt considéré par les uns comme un ennemi de ces Romains, tantôt par les autres comme leur collaborateur. Signe vivant du Royaume de Dieu parmi les hommes de son temps, Jésus ne peut éviter de prononcer des paroles et de commettre des actes qui ont une portée politique souvent opposées.

Comment en irait-il autrement de l'Eglise et de son témoignage ? Chaque fois qu'elle cherche à redéfinir sa mission par rapport à des sociétés qui évoluent, qui s'ouvrent ou se ferment à la prédication de l'Evangile, l'Eglise souffre et court le risque d'être mal comprise, de droite et de gauche, d'être accusée de se politiser. Elle connaît une situation "insécurisante", qui la trouble et peut ouvrir en elle le chemin aux divisions. Mais ce risque, elle doit le courir. Il y va finalement de sa crédibilité et de sa fidélité tant à l'incarnation qu'à la résurrection.

Prudence ou Courage ?

"Consciemment ou inconsciemment, ce dilemne se présente à tout croyant vivant en Europe de l'Est. Sous d'autres formes et avec une insécurité variable, il s'impose aux croyants du monde entier. Les croyants dont la foi est enraciné dans une personne qui s'est totalement identifiée avec l'humanité et qui néanmoins fut pour finir "rejetée et méprisée des hommes", ne peuvent pas échapper à cette question, où qu'ils se trouvent. La tension entre prudence et courage, entre participation et retrait, fait partie de la vie quotidienne. Elle marque le chemin de la vie et de la liberté créatrice."
Ainsi s'exprime Trevor Beeson dans un livre sur la situation religieuse en Russie et en Europe de l'Est (p.314), livre qu'il a intitulé non "Prudence OU courage" mais "Prudence ET courage". C'est bien cela en Suisse, au Liban, ou au Mozambique, l'Eglise doit accomplir sa mission dans le monde avec prudence et courage. Qu'est-ce-que cela signifie pour le DM ?



SUISSE 76 : LA FIN D'UN ESCLAVAGE

J'ai été surpris des titres sur les manchettes et à la une des quotidiens. Je me suis demandé de quel esclavage il s'agissait, persuadé que les journalistes avaient trouvé une "affaire abominable", pour utiliser un tel mot. Sachant que ce type d'exploitation a pris des formes plus subtiles dans notre société actuelle, je me suis dit que cela devait tenir de la traite des blanches, de la drogue, des chômeurs contraints de présenter chaque mois les preuves de leur visite à une dizaine d'entreprises, ou encore la fin d'un esclavage à l'état pur dans un lointain pays.

Toutes mes idées préconçues se sont révélées fausses. Je dois avouer mon ignorance. Contrairement à beaucoup - et ce beaucoup veut dire ici une grande masse - je ne me préoccupe pas du tout de ce qui passionne des milliers de personnes : le football. Même au pays où ce sport est roi, le Brésil, je n'ai pas tenté d'entrer dans un stade. Evidemment, beaucoup ne comprendront pas.

Maintenant, vous devez savoir de quel esclavage il s'agit. Celui des footballeurs enchaînés à leur club. La décision du Tribunal fédéral qui a donné raison au joueur Perroud contre son ancien club, le FC Servette, a fait éclater une bombe dans le ciel du football helvétique. En conflit depuis 4 ans avec ses dirigeants, l'international Perroud a touché au but... grâce à l'arbitrage des juges fédéraux.

Auparavant, j'avais entendu ou lu que tel joueur avait été "vendu" par ses dirigeants à un autre club pour quelques dizaines ou centaines de milliers de francs. Un peu à la manière dont un précieux cheval de course change d'écurie. Mais jusque là, on ne parlait que peu de scandale ou d'esclavage... et tout le monde (moi y compris) en avait connaissance! Peu nombreux étaient ceux qui s'offusquaient d'une telle pratique, qui dénonçaient les dessous bassement financiers d'un sport idéalisé. Certainement que trop d'intérêts étaient en jeu. Le peuple ne veut-il pas des matches d'un haut niveau ? La télévision, la radio, la presse n'y font-ils pas une place importante ?

Il aura donc fallu la décision du Tribunal fédéral... pour que la presse se déchaîne contre ces pratiques, que les chroniqueurs sportifs - pour le moins - devaient connaître depuis longtemps. Qu'on en juge : "... plus de combines, de transferts éhontés, de dessous-de-table" - "La gifle infligée par le TF à tous les dirigeants 'malins', tordus, désinvoltes, redonne sa dignité au footballeur-bétail" - "Les gazons des terrains de football fleureront moins le fumier que l'oxygène" - "... la fin du régime des esclaves blancs". Et du côté des dirigeants : "C'est épouvantable, c'est la fin du football suisse!"

Et si la fin d'un esclavage devait passer par la fin du football suisse... d'un certain football en tout cas, qu'en dirions-nous ?

Antoine Queloz

NON A L'IDA : ET MAINTENANT ?

Une minorité du peuple suisse a accepté d'accorder un crédit de 200 millions de frs à l'IDA. Une minorité plus grande l'a refusé. Seule une personne sur trois a daigné se déplacer. L'image de la Suisse à l'étranger ? Celle d'un peuple repu et totalement dépolitisé, laissant des minorité décider de son avenir économique, politique et social, et désavouer régulièrement "l'établissement politique" : gouvernement, parlement, partis, syndicats.

Ce malaise politique profond est bien plus grave que les conséquences du vote négatif sur l'IDA, vote qu'il n'est pas possible d'interpréter correctement. Car les Suisses ont dit"non" à une certaine forme d'aide, ne l'oublions pas, celle qui passe par une institution dominée par les pays riches, par leur conception du développement; "non" à une institution qui encourage les pays pauvres à s'approvisionner auprès d'industries des pays riches pour la réalisation de projets en général très techniques, donnant la priorité à la machine sur l'homme. Des gens sont allés glisser un "non" dans l'urne parce qu'ils refusaient que l'aide au développement soit une aide à l'industrie d'exportation; d'autres ont dit "non" par solidarité avec les populations les plus pauvres. Quant aux"oui", beaucoup parmi eux étaient égoïstes, on espérait des commandes pour notre industrie. On voulait qu'à l'étranger la Suisse du secret bancaire et du commerce profitable avec le Tiers-Monde puisse garder une image de "charité". Ajoutez à cet imbroglio ceux pour qui il faut que notre argent serve surtout à l'envoi d'aliments avec la mention bien lisible "don du peuple suisse"; ajoutez-y ceux qui détestent sans oser l'avouer tout ce qui est ou sent "l'étranger", ajoutez-y les éternels "nein-Sager", et essayez de vous y retrouver pour interpréter le résultat.

Sans l'estimer catastrophique, je regrette pour ma part le vote négatif. J'aurais préféré donner à notre gouvernement le mandat de participer à l'IDA, afin qu'il y soutienne les forces qui travaillent à une transformation profonde des structures de cette institution, la seule qui au niveau multilatéral prête autant de fonds à des conditions de faveur.

Le vote sur l'IDA est passé, la loi sur la coopération technique demeure. Notre gouvernement ne doit pas laisser tomber les bras, mais aller de l'avant, en tenant compte de l'avertissement : coopération oui, mais pas n'importe laquelle. On ne "vend" pas l'aide au développement au peuple suisse en montrant qu'elle profite à l'industrie. Il faut donc "délier" aide et commerce, aide et investissements privés. L'aide ne doit pas d'abord servir à intégrer les pays pauvres dans le commerce mondial, mais doit leur permettre,en tout premier lieu , de satisfaire les besoins fondamentaux de leurs populations, sans les entraîner dans une dépendance technologique des grandes firmes multinationales.

C'est tout un programme, qui découle d'une vision politique plus généreuse que celle qui a soustendu certaines propagandes en faveur de l'IDA.

J. Matthey

KAMPUCHEA : UN DEVELOPPEMENT A COUPS DE TRIQUE

Les rumeurs selon lesquelles le Kampuchéa (Cambodge) connaîtrait le régime le plus répressif existant actuellement sur notre planète ne semblent malheureusement pas sans fondement. Elles ne cesseront que le jour où des journalistes connus pour leur intégrité professionnelle auront pu enquêter dans ce pays.

Le Cambodge semble être devenu un gigantesque camp de travail, un camp de concentration où toute velléité d'opposition est anéantie physiquement. Les maladies et la sous-alimentation auraient fait des ravages, notamment parmi les citadins expulsés par la force de Pnomh Penh, la capitale. Les chiffres cités vont de 250'000 à 1 million de morts depuis la fin de la guerre (population totale : environ 7 millions). Bien que la plupart des informations concernant le pays soient sujettes à caution, trop de signes concordent sans laisser beaucoup de doutes. Il semblerait aussi que les alphabétisés soient les premiers à être éliminés.

Pourquoi parler du Cambodge ? Tout simplement parce que la question des droits de l'homme est trop fondamentale pour que l'on se laisse arrêter par une affiche de propagande de quelque régime que ce soit. Mais il y a aussi une autre raison. Le Cambodge se réfère à la notion de "compter sur ses propres forces", autrement dit à la notion de "self-reliance", charnière des nouvelles théories de développement. Il convient donc pour ceux qui s'inspirent de ces théories de dénoncer les abus que des gouvernements commettent en leur nom.

Quatre remarques tout d'abord :

- A la fin d'une guerre aussi meurtrière et destructrice que celle imposée au peuple par les USA et le régime Lon Nol, l'existence ou la désorganisation des services essentiels de l'Etat (alimentation, santé) d'une part, la haine accumulée d'autre part, entravent tout développement normal.
- Il est évident que l'urgence numéro un consiste à reconstruire le pays et notamment à mettre en valeur les terres afin de pouvoir se nourrir.
- Que le peuple - y compris les citadins - soit mis à contribution pour accomplir cette tâche n'a rien de choquant en soi.
- Enfin, on peut même admettre une politique visant - à moyen terme - à renvoyer à la terre une partie importante de la population de la ville-parasite qu'était devenue Pnomh Penh. Chacun sait que l'urbanisation sauvage et galoppante est un des problèmes majeurs pour les économies des Pays du Tiers-Monde.

Tout cela ne justifie pas la terreur institutionnalisée. Il semble,hélas, qu'on ait voulu faire tout immédiatement, militairement et de façon totalement inhumaine. La "pureté idéologique est peut-être une vertu dans des débats académiques, elle devient source de terreur quand on l'applique mécaniquement à une société agraire donnée. Or, "self-reliance", ce n'est pas cela.

La "self-reliance" telle que nous la comprenons a 3 aspects : 1) politique : "compter sur ses propres forces" implique la nécessité de mobiliser et motiver la population concernée. Car les efforts demandés, notamment en matière de travail, doivent être compris et acceptés, ne serait-ce que partiellement. Or, on ne mobilise pas à coups de trique, on ne fait pas participer en coupant les têtes. 2)Economique : "compter sur ses propres forces" ne signifie pas une autarcie totale. Le Cambodge aurait pu sans doute éviter de nombreuses victimes en acceptant la collaboration de nations amies tout en étant sélectif sur l'aide reçue afin de ne pas retomber dans une nouvelle dépendance. 3)Culturelle : la rupture avec la civilisation occidentale introduite par les Européens et les Américains s'imposait certainement. Mais on reste perplexe devant les tentatives de liquider le propre héritage culturel (bouddhisme, par ex.) en l'espace de quelques mois. "Compter sur ses propres forces", c'est reprendre pied sur sa propre tradition en essayant d'en revitaliser les éléments les plus positifs, ce n'est pas couper à la hache les racines d'une nouvelle identité nationale.
Il y a des blessures qui ne guérissent pas.

Jacques Matthey

L'historien ukrainien Valentin Moroz est considéré comme fou « car il croit en Dieu »

La menace d'un internement psychiatrique de l'historien dissident ukrainien Valentin Moroz se précise. M. Moroz avait été condamné en 1970 à six ans de prison, trois ans de camp de travail et cinq ans d'exil, pour « *nationalisme ukrainien* ». Il devait donc être transféré normalement sous peu dans un camp.

Or, extrait de la prison de Vladimir, il se trouve actuellement à l'institut de psychiatrie légale Serbsky. Sa femme a pu rencontrer, nous dit Leonid Plioutchtch, le jeudi 20 mai, un « *médecin* » de cet institut spécial.

Celui-ci a expliqué à Mme Moroz que son mari ne pouvait être sain d'esprit parce qu'il croyait en Dieu, jetait de « *mauvais regards* » à ses gardiens, avait fait la grève de la faim et « *avait fait une tentative de suicide par coupures* ». LE MONDE. 27.5

Cameroun: Des lépreux aident les réfugiés

Le lépreux qui s'en retourna remercier Jésus de l'avoir guéri a dû approuver d'un sourire les vingt-cinq lépreux de l'école presbytérienne du village de lépreux de Manyemen, au nord du Cameroun. Ils ont décidé de donner 110 dollars, normalement destinés à leurs cadeaux de Noël, au Fonds d'aide aux réfugiés. D.M.

Tchécoslovaquie

Selon l'ancien attaché militaire à Vienne

Neuf mille officiers ont été chassés de l'armée depuis 1968

De notre correspondant

Vienne. — Quelque neuf mille officiers auraient été chassés de l'armée tchécoslovaque depuis 1968 pour leurs opinions politiques : ce chiffre a été avancé, le lundi 24 mai, par M. Jiri Starek, ancien attaché culturel à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Vienne, qui vit en exil en Autriche depuis l'intervention soviétique dans son pays. M. Starek a rassemblé dans un volumineux dossier des cas de « *mesures discriminatoires contraires à la Constitution contre des citoyens tchécoslovaques, coupables de penser autrement, et contre leur famille* ».

Le nombre des journalistes « *épurés* » serait de deux mille. Un dirigeant de l'Association des journalistes a annoncé, en mai 1972, que cette organisation a perdu 40 % de ses membres.

Les croyants et les prêtres...

Parmi les autres groupes victimes des mesures d'interdiction de travail figurent celui des citoyens d'origine allemande et, surtout, celui des croyants et des prêtres. Pour être moins souvent évoquée, la répression anti-religieuse n'en est pas moins systématique et frappe surtout les prêtres catholiques. Plusieurs centaines de cures sont désaffectées faute de titulaires. Un strict *numerus clausus* est imposé à l'entrée de l'unique séminaire du pays : jusqu'en 1974 était autorisée l'entrée annuelle de seize jeunes gens. L'an dernier, après des négociations avec le Vatican, le nombre fut élevé à vingt-six. Mais peu après leur admission, presque la moitié des candidats reçus furent envoyés au service militaire et affectés dans des sections techniques, ce qui leur interdit à jamais, selon la réglementation tchécoslovaque, la possibilité de reprendre des études théologiques.

Les discriminations frappant les ordres religieux féminins sont tout aussi cruellement mesquines. Souvent chassées des hôpitaux, de nombreuses religieuses ont trouvé, à s'employer dans des usines, par exemple dans l'industrie textile. Mais, même lorsqu'elles accomplissent les normes, elles touchent généralement des salaires aux deux tiers inférieurs à ceux de leurs compagnes de travail qui ne réalisent pas les tâches imposées.

MANUEL LUCBERT.

(Le Monde)

ZAIRE : L'archevêque de Lubumbashi dénonce les injustices et la corruption

Dans sa lettre pastorale de Pâques, Mgr Eugène Kabanga, archevêque de Lubumbashi (Zaïre), dénonce avec vigueur la situation d'injustice et de corruption qui prévaut aujourd'hui dans son pays. « *Nous sommes témoins tous les jours de situations pénibles créées par le comportement intolérable de beaucoup* », note l'archevêque dans une première partie consacrée à « *la crise généralisée, soit économique, soit sociale, soit philosophique que nous traversons* ».

Après avoir évoqué la corruption des tribunaux, des services publics, l'obligation pour les jeunes filles de se prostituer pour obtenir une place ou un diplôme, l'usure à des taux supérieurs à 50 % par mois, Mgr Kabanga ajoute : « *Ce qui me peine, c'est que ceux que nous exploitons sont nos propres frères et des êtres humains comme nous* ».

Puis le prélat mentionne l'apparition d'une situation nouvelle en brousse où, du fait des abus des fonctionnaires, des razzias, des contrôles sur les routes, de l'exploitation des parents des écoliers, l'esprit de travail a fait place au découragement. « *Les biens de l'Etat sont volés ou détournés sans scrupule et cela à tous les niveaux,* affirme-t-il. *Il y a quelques années, cette manière de faire était encore inconnue parmi les populations locales. Un jour il y aura renversement des situations si les pauvres se révoltent* ».

Une deuxième partie invite tous les Zaïrois à réagir contre les forces de division et de dissolution, tandis que la dernière partie du message est consacrée aux devoirs des chrétiens. « *Dans une société divisée par la méfiance, la jalousie, l'esprit de lucre et le tribalisme,* conclut l'archevêque, *la présence de communautés chrétiennes vivantes dans les quartiers et les villages doit être (un) ferment dans la pâte* ». ■

(J.C.J.)

Ouganda: Le dimanche remplacé par le vendredi?

Selon une information provenant du Département des affaires religieuses à la présidence de la République ougandaise, le dimanche pourrait être remplacé par le vendredi comme journée de repos et de culte en Ouganda. Si elle était approuvée par le maréchal Amin, lui-même fervent musulman, cette décision favoriserait la propagande de la foi islamique. D.M.



PNB par tête : le Koweit, la Suisse

Le produit national brut (PNB) des 40 pays ayant un revenu supérieur à 1000 dollars par habitant a augmenté globalement de 12 pour cent environ en 1975, ou de 540 milliards, dépassant le chiffre de 5400 milliards de dollars. Ces pays réalisent près de 90 pour cent du PNB mondial, relève l'Union des banques suisses (UBS). Au nombre de ces pays, le Koweit vient toujours en tête avec un PNB supérieur à 11 milliards de dollars l'an passé, ou 11 400 dollars par habitant, chiffre inégal. L'UBS relève toutefois que le taux de croissance du Koweit n'a que légèrement progressé, alors qu'il avait doublé en 1974. La Suisse conserve sa deuxième place avec 8740 dollars par habitant, devant la Suède (8420 dollars). Calculé en francs, le PNB de la Suisse a reculé de 1 pour cent en valeur nominale, mais exprimé en dollars, il a augmenté de 14 pour cent. Du quatrième au dixième rang figurent dans l'ordre la Norvège (7425 dollars), le Danemark (7195), les Etats-Unis (7020), l'Allemagne fédérale (6855), la France (6665), le Canada (6660) et la Belgique (6540).

Akhbar El Yom

Le Hilton pour tous

Pour l'hebdomadaire cairote *AKHBAR EL YOM*, la coopération agricole est une dure discipline.

« *Huit cents vaches*, raconte-t-il, *ont posé un grave problème entre Le Caire et Bonn. L'Egypte les avait achetées à la R.F.A. pour améliorer son troupeau bovin. Mais l'Allemagne fédérale a exigé qu'une commission technique égyptienne se rende en Europe pour juger du niveau de vie des vaches allemandes.*

» *Les responsables allemands ont notamment demandé que les étables égyptiennes destinées à accueillir leurs produits soient munies d'installations d'hygiène adéquates et que l'on évite aux vaches les chemins poussiéreux pour se rendre aux champs.*

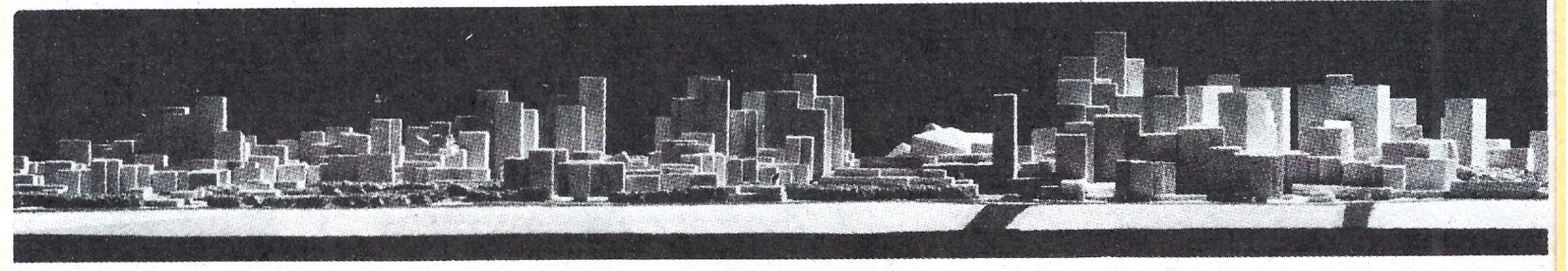
» *Le ministre égyptien de l'agriculture est entré dans une grande colère et a demandé à ses interlocuteurs s'ils voulaient décidément qu'* « *on réserve des chambres au Hilton du Caire* » *pour les vaches allemandes...* »

LE MONDE

UNE CAMPAGNE NATIONALE CONTRE LA SURALIMENTATION

Un Suisse sur trois est trop gros

■■ Un Suisse sur trois est trop gros. Si cette constatation peut apparaître assez peu réjouissante sur le plan esthétique, elle est surtout inquiétante sur celui de la santé ; l'excédent de poids constituant un risque accru de certaines maladies et raccourcissant l'espérance de vie de l'individu.



A Dakar : volontarisme officiel, spontanéisme populaire

DANS la capitale sénégalaise, on retrouve, dans les années 50, la trilogie : plateau européen, ville africaine (Médina), bidonvilles intra-urbains. Face à l'invasion de la métropole par des immigrants, les autorités coloniales, puis nationales, entreprennent l'expulsion massive des taudis en voie de surpeuplement : les « déguerpis » — c'est le terme en usage — seront installés à 15 kilomètres du centre, dans l'immense lotissement de Pikine, créé de toutes pièces. Ainsi va naître, loin des yeux des nantis, une sorte de ville-jumelle de la capitale, le « Dakar des pauvres ». Le grand damier périphérique se peuple au rythme des déguerpissements successifs : il suffit d'y ajouter des cases supplémentaires. Née en 1952, la ville-nouvelle compte actuellement plus de deux cent mille habitants, le tiers de l'agglomération, et ce transfert massif de population peut être considéré comme une réussite technique : Dakar, purgée de ses bidonvilles, peut dignement accueillir les touristes.

Pourtant, dans les anciens taudis, microcosmes sécurisants, les néo-citadins, par le jeu des rassemblements naturels — grande famille, même village, même ethnie — s'accoutumaient à la grande ville : exilés à Pikine, ils se sentent d'autant plus marginalisés que leurs regroupements spontanés ont été brisés par le biais de l'attribution au hasard des parcelles. Exclus de la vraie ville, ces Dakarois devenus Pikinois sont aussi des intrus dans le Cap-Vert rural, où l'agglomération imposée est un corps étranger. Les villageois autochtones Lebu, possesseurs coutumiers de la terre, refusent aux nouveaux venus l'accès au sol cultivable : le maraîchage ne peut être pour les banlieusards une activité de substitution. Rejetés par Dakar, ignorés par les villageois, les Pikinois se sentent doublement marginaux.

Mais, dès les années 60, de nombreux Dakarois menacés d'expulsion refusent de n'être que les objets passifs de la politique officielle. Ignorant la loi moderne, ces réfractaires vont se référer au droit coutumier : dans les villageois Lebu, détenteurs d'un sol que la grande ville en essor revendique, ils vont trouver des complices bienveillants. Le cas n'est pas rare en Afrique : Lebu à Dakar, Duala et Bassa à Douala, Ebrie à Abidjan, Mpongoue à Libreville, Bateke à Brazzaville, par des ventes plus ou moins légales de terres cultivables qui deviennent parcelles à bâtir, vont ainsi participer à la naissance d'une urbanisation « sauvage » parallèle aux extensions contrôlées des grandes villes surpeuplées (3).

Face aux entreprises planifiées et « intégrantes », l'alliance de deux types de marginaux, citadins dominés et villageois menacés, est significative. C'est ainsi qu'à Dakar une *« ville illégale »* de cinquante mille habitants double désormais le lotissement de Pikine. Rejetés, comme les Pikinois, par la ville moderne, les « irréguliers » sont récompensés de leur plus grande audace. Libres de leur implantation, ils peuvent se regrouper par affinité et acquérir des terrains à la mesure de la taille de leurs familles.

Maude Sylvain-Séguin

BOMBAY : 72 000 habitants d'un bidonville doivent céder la place à des atomistes

Bombay (SOEPI) - Les 72 000 habitants de la "Janata Colony", le plus grand bidonville de Bombay, ont perdu la bataille et leurs baraques seront détruites. C'est la municipalité qui veut y construire des résidences pour les 3500 chercheurs du Département de l'Energie atomique limitrophe qui a eu gain de cause.

Ce n'est pas le seul endroit en Inde où le gouvernement est en train de nettoyer les villes en mettant hors de vue les pauvres. Auparavant, quelques 125 000 personnes avaient été délogées à New Dehli. Dans une autre banlieue de Bombay près de 20 000 personnes ont eu ordre de partir avant octobre.

Certains parmi les habitants de Janata étaient installés depuis 51 et pensaient y rester encore longtemps. Ils avaient monté dans leurs huttes de petits ateliers et fait installer l'électricité. Le bidonville avait ses temples, églises et mosquées, ses écoles et ses marchés ainsi que diverses autres commodités. Tout cela est promis maintenant à la démolition.

Au matin du 17 mai, la police a envahi l'ensemble du bidonville, encerclé les foyers de résistance et contrôlé la situation.

Les premières familles arrivant au camp de Cheetah, leur nouveau lieu de résidence, se rendent compte qu'il leur faudra payer un loyer de 85 roupies (47 frs) pour une surface moitié moins grande que celle de Janata et qu'ils n'y pourront rester que 11 mois. La résistance fut spontanée.

Après des réunions publiques, les autorités ont annulé les contrats de location et annoncé qu'il n'y aura pas de loyer à payer. Les 18 personnes arrêtées lors de l'agitation des résidents furent relachées. Cependant, d'autres sont encore en détention.

Parqués sur un terrain nu et exposés au soleil cuisant, les habitants délogés de Janata souffrent de la chaleur (6 personnes sont déjà décédées à la suite d'insolation), du manque de nourriture et du chômage. Comme il n'y a de place que pour 75% du nombre de baraques dont ils disposaient à Janata, on se demande où ira le reste.

(SOEPI)

Concentrations urbaines en Amérique latine

Pays	Ville principale	Population en milliers	% de la population nationale
Argentine	Buenos Aires	8400	34,5
Uruguay	Montevideo	1415	48,0
Venezuela	Caracas	2277	21,2
Cuba	La Havane	1963	23,5
Pérou	Lima-Callao	2815	20,7
Mexique	Mexico D.F.	8360	16,5

Source : Sous-développement et Libération, *Enrique Ruiz Garcia, Madrid, 1972.*



(voir dossier pages suivantes)



L'HABITAT

L'ensemble des lieux où passe l'homme durant sa vie est appelé - dans le cadre de l'ONU - l'établissement humain.

Marqué par les tares culturelles et les contradictions sociales et économiques de la société, c'est avant tout l'établissement des plus pauvres qui fait problème. Et pour commencer : leur habitat. Leur revenu, s'ils en ont un, les pousse à la marginalité.

Ainsi pour des millions d'hommes, le droit à l'habitat, - à l'établissement - s'inscrit comme un besoin fondamental, au même titre que la nourriture, l'éducation, la santé, et le travail, dont ils sont également privés, bien souvent.

Parce que ces hommes vivront surtout en ville en l'an 2000 et que leur pauvreté s'y projette déjà, la question des établissements humains et de leur concentration se pose aujourd'hui avec acuité.

On prévoit que 3 milliards et demi d'habitants vivront dans des villes de plus de 20'000 personnes. Buenos Aires (Argentine), Mexico (Mexique), Bombay (Inde), Calcutta (Inde) et Djakarta (Indonésie), parmi d'autres grandes villes, compteront plus de 10 millions d'habitants.

Dans le Tiers-Monde surtout, autour des capitales et de pôles d'attraction coloniaux qui symbolisent encore la modernité, le travail et le privilège, s'agglutinent "les extensions de l'espoir". Bidonvilles, barriadas, favelas ou slums érigés au mépris de la "ville-monument" historique, avec les moyens du bord, sont en fait souvent la seule revendication des pauvres contre leur exclusion. Cette revendication est brandie sur le terrain face aux centres de décision et de richesses.

C'est un défi aussi, celui de pouvoir s'accomoder de la pauvreté en l'érigeant au pouvoir parallèle. Pointe alors une grande menace contre l'ordre économique des puissants. La force des marginaux dérange et oblige. On leur doit aujourd'hui de parler de l'habitat dans le cadre du sous-développement.

LES PLUS GRANDES VILLES DU MONDE

	Population en 1975 (par millions) (estimations)	*Pourcentage de la population totale du pays*	*Population en 1985 (estimations)*
1. Tokyo	18,1	16,5	25,2
2. New York	17,0	7,8	18,8
3. Shanghai	11,4	1,4	14,3
4. Mexico	10,9	18,1	17,9
5. Londres	10,7	12,2	11,1
6. Rhein-Ruhr	10,2	17,0	11,1
7. Sao Paulo	10,2	9,5	16,8
8. Los Angeles	9,8	4,4	13,7
9. Buenos Aires	9,5	36,4	11,7
10. Paris	9,2	17,3	10,9
11. Osaka	9,0	8,2	11,8
12. Pékin	8,5	1,0	12,0
13. Calcutta	8,4	1,3	12,1
14. Rio de Janeiro	8,2	7,6	11,4
15. Bombay	7,5	1,1	12,1

Avant la fin des dix prochaines années, et dans le monde entier, plus de la moitié des habitants des villes — 58% — se rencontreront dans des pays en développement. « Grande ville » ne sera plus synonyme de richesse.
(Forum du Developpement - Décembre 75)

HABITAT A VANCOUVER

Du 31 mai au 11 juin 76 s'est tenue à Vancouver (Canada) une conférence des Nations-Unies sur les établissements humains, "habitats". 2000 délégués représentant 134 pays, dont la Suisse, étaient présents. Parallèlement, les organisations non gouvernementales tenaient un forum consultatif.

Vancouver était donc la sixième des grandes conférerences organisées sous l'égide des Nations-Unies depuis 72. Ainsi ont été successivement abordés l'environnement, la population, l'alimentation, le droit de la mer et la condition de la femme.

Incontestablement, la conférence de Vancouver a mis l'établissement humain au rang des préoccupations internationales et des critères de développement. La confusion dans laquelle elle s'est achevée porte à croire que Vancouver n'est qu'un début dans la conscience des peuples et des gouvernements.

Les délégués devaient en effet tomber d'accord sur :
- une déclaration universelle de principes
- une liste de recommandations particulières pour une action nationale
- un plan d'action pour la coopération internationale.

En fait, les 113 pays du 'groupe des 77' ont pesé de tout leur poids sur les travaux.

La déclaration de principes a été mise au point par les seuls pays du Tiers-Monde. Elle s'inspire de leur position à la CNUCED IV de Nairobi et demande l'instauration du nouvel ordre économique mondial. Les pays riches s'y sont opposés.

Le document sur la coopération internationale reste très général. Il contente tout le monde.

Les recommandations pour une action nationale après l'adjonction d'amendements demandés par les pays riches ont également été adoptés par tous.

Ce document préconise la protection des zones rurales contre une urbanisation anarchique et la réduction des disparités entre la ville et la campagne, entre les régions et entre les pays. Il recommande en outre la mise en place d'un programme international pour fournir de l'eau potable à l'ensemble de la population mondiale en 1990 "si possible". Enfin, les 134 pays réunis à Vancouver demandent la récupération par la collectivité, selon les moyens "appropriés", des profits excessifs de la spéculation foncière.

Reste évidemment à appliquer ces voeux pieux dans la mesure où aucun gouvernement ne se sent lié par des déclarations faites dans les "grandes foires internationales" selon l'expression même d'un délégué à Vancouver. (sources AFP; ATS)

LA CONCEPTION DU TIERS-MONDE

Avec les représentants du Tiers-Monde à Vancouver, le délégué algérien, M. Kamal Khodja, secrétaire d'Etat au Plan, a mis l'accent sur le déséquilibre toujours plus grand entre le rythme de croissance économique et le rythme démographique dans les pays pauvres comme une conséquence du colonialisme.

La crise quantitative, qualitative et permanente de l'habitat y est liée.

Durcissant peut-être la position des 77, l'Algérie qui en est incontestablement un leader, a rappelé le côté politique du débat sur l'habitat. Et ceci en priorité même sur les contenus techniques dans lesquels les pays riches veulent l'enfermer.

Pour l'Algérie et les 77, les solutions techniques ne peuvent venir qu'en aval des décisions politiques.

Rappelant l'unité de vue et l'importance grandissante du front des pays en voie de développement, M. Khodja déclare : "Depuis une génération, les pays en voie de développement, aujourd'hui de plus en plus présents sur la scène internationale, n'ont cessé de mettre au premier rang de leurs préoccupations la fin de la misère économique et sociale héritée de siècles d'exploitations systématiques d'origine coloniale et néo-coloniale."

La situation actuelle se caractérise par des ilôts de prospérité d'une part et un profond paupérisme d'autre part.

"Il faut se garder d'isoler les problèmes propres à l'habitat pour importants qu'ils soient, de tous les autres éléments économiques et sociaux qui conditionnent l'évolution des établissemnts humains.

Bien au contraire, il doit être définitivement reconnu qu'il ne peut y avoir de politique des établissements humains sans développement. Le problème central demeure celui du droit au développement."

La situation déplorable de l'habitat a des causes historiques. Les modèles de développement adoptés jusqu'ici en sont complices puisqu'ils ont systématiquement accordé la priorité absolue à la croissance, devenue une fin en soi au détriment des besoins des individus.

Le choix du mode de développement se réduit en gros à 2 possibilités :
- la planification rationnelle se basant sur l'intérêt collectif de toute une population;
- la libre entreprise, incapable par exemple de juguler la spéculation foncière et génératrice d'inégalités.

L'Algérie choisit ce que l'on peut appeler la self-reliance, plus proche de la première possibilité.

Pour ce pays, la priorité des priorités est celle de la bataille pour un développement global, un développement construit et orienté pour satisfaire progressivement les besoins de tous et d'abord des plus défavorisés.

Toute politique de promotion d'établissements humains s'intègre donc au modèle de développement choisi.

Après avoir souligné les efforts menés dans la campagne algérienne pour la construction d'habitats, d'équipements collectifs, éducatifs et sociaux, M. Khodja préconise que la mise en oeuvre de cette politique qui s'élabore et s'exécute dans un cadre planifié, suppose la maitrise totale du sol et l'approbation de la collectivité.

Si une politique des établissemnts humains ne peut se concevoir sans une planification rigoureuse des investissements, leur répartition et une politique foncière avancée, il importe que les collectivités nationales ou locales aient la responsabilité de définir les priorités et la hiérarchie de leurs beoins. (source : El Moudjahid, 12.6.76)

Mc NAMARA ET LA CRISE DES ETABLISSEMENTS HUMAINS

Le président de la Banque mondiale motive son analyse par une mise en garde : "Si les villes ne s'attaquent pas au problème du paupérisme en milieu urbain, c'est ce dernier qui finalement les anéantira." Les pauvres des villes dépensent jusqu'à 80 % de leurs ressources pour se nourrir, mais souffrent en général de malnutrition aigüe. On estime qu'en Inde, la moitié de la population urbaine est sous-alimentée. Dans les villes latino-américaines, la mortalité infantile atteint parfois 15% et dans les villes africaines cette proportion atteint 25%. L'établissement humain dans son expression aujourd'hui la plus courante - la ville - est en crise. Les statistiques font valoir tout d'abord que dans les prochaines décennies, les villes du Tiers-Monde vont être incapables de fournir du travail et d'assurer des conditions de vie décente aux centaines de millions de nouveaux citadins pénétrant dans des économies urbaines déjà aux prises avec des difficultés considérables (chômage, inadaptation de la production aux besoins élémentaires de la population).

La violence et le désordre ont jusqu'ici aussi embrasé plus souvent les villes que la campagne. Les frustrations que ressassent les citadins pauvres sont immédiatement exploitées par des "extrêmistes politiques". Il faut enrayer la pauvreté en milieu urbain pour lutter contre ses conséquences par trop néfastes pour l'établissement.

Voilà pour Mc Namara la motivation profonde de remédier à la crise des établissements humains.

LA CONCEPTION DU TIERS-MONDE

Il est possible d'abaisser les coûts de construction en recourant davantage aux matériaux et aux outils disponibles sur place de préférence aux matières techniques coûteuses des pays industrialisés.

Il existe en effet toute une gamme de matériaux locaux propres à la construction : bambou, sisal, palmes et même balles de riz! Après avoir subi un traitement chimique approprié, les enveloppes des grains de riz sont en effet utilisées en Egypte pour fabriquer une sorte de ciment très léger qui possède de remarquables propriétés isolantes. La balle de riz sommairement traitée peut-être aussi mélangée à de la chaux pour fournir un excellent ciment noir aussi fort et plus résistant que le Portland. Le bambou peut servir à faire une sorte de ciment armé, tandis que le sisal et le gypse naturel se combinent pour fabriquer des panneaux et des plaques bien meilleur marché que les classiques panneaux de plâtre et parfaitement adaptés aux murs des logements simples.

On a, en outre, de plus en plus recours à des techniques faisant appel à une main-d'oeuvre nombreuse;"ainsi, précise l'expert du BIT, l'aide financière de l'Etat à la construction de logements bon marché peut devenir une source d'emplois appréciable pour la multitude grandissante des chômeurs du Tiers-Monde."

(Informations OIT.Vol. 12, No 2, 1976)

CAUSES DE LA PAUVRETE DANS LES VILLES

L'emploi :

Les pays du Tiers-Monde ont d'après Mc Namara une économie à caractère dualiste : 2 secteurs coexistent. Le premier, le secteur formel, est un secteur moderne, structuré, caractérisé par des techniques capitalistes, des salaires relativement élevés, des opérations de grande envergure et qui englobe aussi bien des entreprises privées que des entreprises publiques. Dans la pratique, les pauvres en sont souvent exclus à cause de leur manque d'expérience et de formation professionnelle.
Le second secteur, dit informel, est le secteur traditionnel, sans structure bien définie, constitué d'unités économiques possédant les caractéristiques inverses : main d'oeuvre abondante, opérations de petite envergure, méthodes de travail traditionnelles et gains modestes. La main d'oeuvre pléthorique des pauvres y trouve la plupart de ses débouchés : près de la moitié des emplois à Lima (pérou), plus de la moitié à Bombay (Inde) et Djakarta (Indonésie), et plus des deux tiers à Belo Horizonte (Brésil).

Dans le secteur moderne, l'emploi croît beaucoup plus lentement que la production et la main d'oeuvre urbaine qui ne cesse d'affluer des campagnes. Pour une augmentation de la production de 5 à 10 % par an, le nombre d'emplois n'augmente guère que de 3 à 4 %, alors que l'effectif de la main d'oeuvre croît de 4 à 5 %.

Même si la croissance du secteur moderne a pour effet indirect de favoriser la création d'un petit nombre d'emplois dans le secteur traditionnel, ces derniers disparaissent dans des proportion inquiétantes. C'est ainsi que pour 100'000 dollars, une société peut créer une fabrique de chaussures en matière plastique occupant seulement 40 personnes et faire perdre ainsi leur emploi à 5000 savetiers et à leurs fournisseurs.

Les pouvoirs publics :

Ils ont trop souvent tendance à mépriser le secteur traditionnel qu'ils considèrent comme archaïque et inefficace. Cela se concrétise fréquemment par l'octroi d'avantages excessifs aux grosses entreprises : adoption de taux de change anormalement faibles pour les importations de capitaux, exonérations fiscales spéciales, salaires minima élevés, services publics à des tarifs de faveur, bonifications d'intérêts, etc...

Ces discriminations à l'égard des pauvres sont renforcées par les disparités flagrantes qui apparaissent dans la conception, l'emplacement, le prix des services publics, tout comme dans la façon dont ils sont mis à la disposition de tous:

Sanitaire

La plupart des villes disposent de grands hopitaux modernes : ils sont surtout réservés à la minorité riche, même si ces privilégiés tombent moins souvent malades que les pauvres. Ceux-ci sont souvent malades, vu leurs conditions sordides d'existence. La plupart du temps, les quartiers où ils s'entassent sont dépourvus d'eau courante et de tout-à-l'égout. Même l'eau que leur distribuent les vendeurs ambulants leur coûte parfois vingt fois plus que ne paient les familles à revenu moyen et élevé à qui il suffit d'ouvrir un robinet pour avoir l'eau potable.

Education

Bien des enfants pauvres ne reçoivent aucune instruction formelle, tout simplement parce qu'ils vivent trop loin de l'école la plus proche. En Amérique latine, les travailleurs gagnent 37 % de plus que ceux qui n'ont reçu aucune instruction. Les pauvres qui, vivant dans les villes, ne peuvent recevoir une instruction suffisante, n'ont donc pratiquement aucune chance d'améliorer leurs revenus.

Transports en commun

Les riches conduisent leurs voitures, les travailleurs à revenus moyens prennent l'autobus, quant aux pauvres, ils marchent.

On a calculé que, dans une ville d'un million d'habitants, les pauvres doivent parcourir en moyenne 5 km par jour pour se rendre à leur travail. Dans une ville de 5 millions d'habitants, cette distance atteint 10 km.

Logement

Le dénuement des pauvres n'est nulle part plus flagrant que dans le domaine du logement. Bien pire que leurs conditions d'existences, persiste pour ces habitants, la menace de se voir expulser, généralement sans possibilité de recasement le jour où - comme c'est fréquent - les pouvoirs publics décident de raser les taudis. Dans ce cas, il ne reste aux malheureux que la rue, une colline pierreuse ou une plaine stérile, où ils pourront reconstruire un abri à l'aide d'emballages, de panneaux, de débris de métal et de carton.

> Les autorités des pays commencent toutefois à reconnaître la nécessité d'incorporer à leur plan de développement des programmes de rénovation urbaine et de construction de logements. Autrefois, par exemple, on se bornait à chasser les squatters des quartiers où ils s'étaient installés. Maintenant, on subventionne l'amélioration des zones qu'ils occupent en y aménageant une infrastructure sanitaire de base - conduites d'eau et égoûts, notamment - ainsi que des rues et des services publics tels qu'écoles, dispensaires, etc.

"Or, il faut bien le dire, ce ne sont pas les bidonvilles qui sont scandaleux : ce sont les conditions économiques qui provoquent leur apparition qui sont scandaleuses."

Ainsi se dessine à grands traits le visage du paupérisme en milieu urbain. Ce n'est pas le lot d'une infime minorité, ni d'un ensemble disparate de malheureux, ni d'un groupe de marginaux non conformistes - c'est celui de 200 millions d'êtres humains dont les aspirations sont identiques aux nôtres : mener une vie productive, nourrir ceux qu'ils aiment et tenter de construire des lendemains meilleurs pour leurs enfants.

LES SOLUTIONS DE LA BANQUE MONDIALE

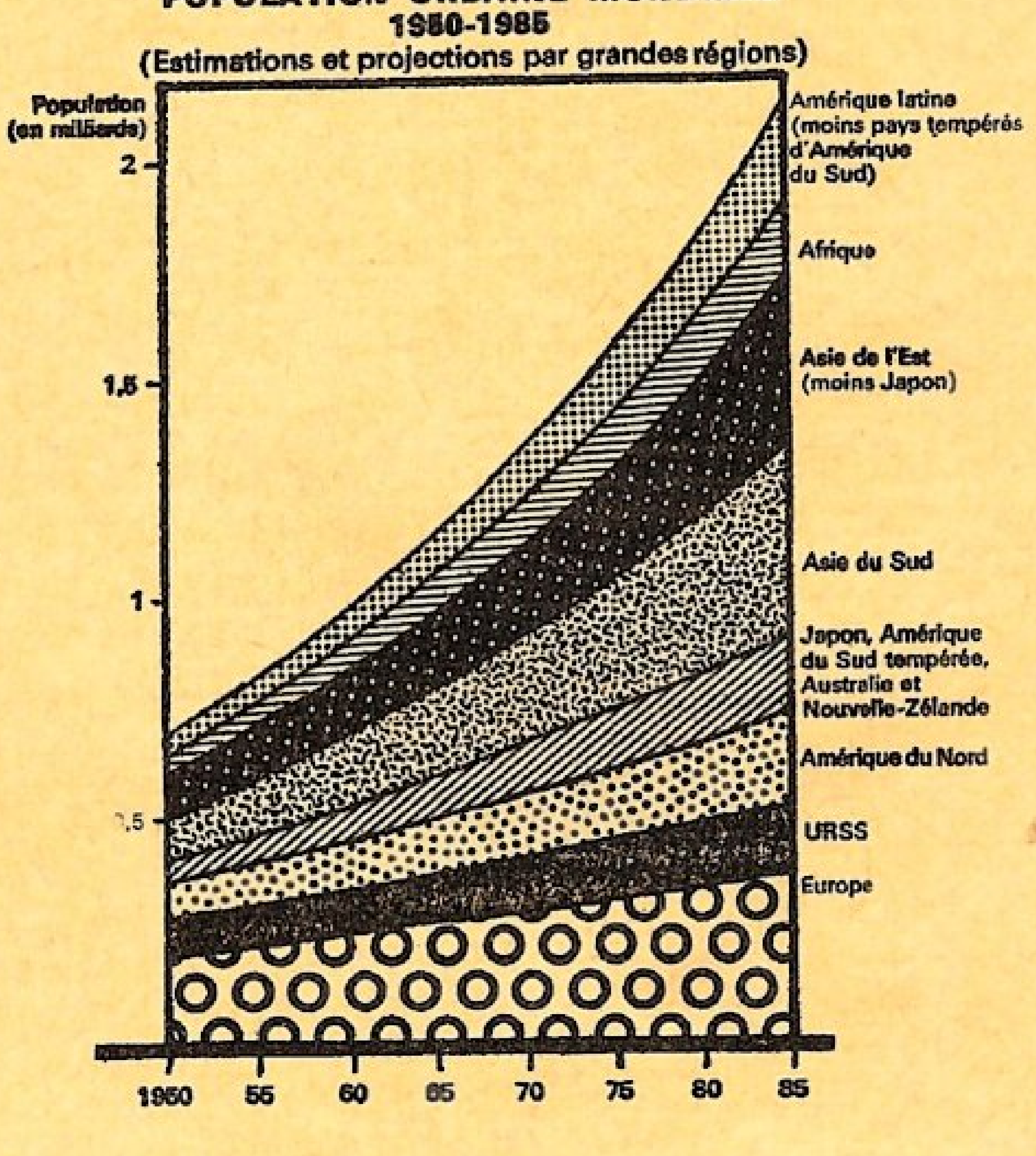
En ville ou à la campagne, l'extinction du paupérisme passe par la même solution : mettre en oeuvre des politiques et engager des actions propres à aider les pauvres à accroître leur productivité.

Le programme global des pouvoirs publics devrait inclure :
- L'augmentation du nombre d'emplois rémunérateurs dans le secteur traditionnel et une stratégie réaliste qui ne doit pas nécessairement entraver la croissance soutenue des grandes entreprises.

- La création d'emplois dans le secteur moderne.
- L'accès équitable aux services publics, aux transports, à l'éducation et aux services de santé.
- La mise en oeuvre de politiques réalistes dans le domaine du logement.

Cela veut dire que la ville doit être considérée comme un corps capable d'intégrer les nouveaux venus en multipliant le nombre d'emplois productifs.

Premier remède : améliorer les bidonvilles. C'est peu coûteux et pratique. On donne aux bidonvilles un caractère licite, on protège les occupants de l'éviction et on leur fournit l'infrastructure minimale : alimentation en eau, rues, évacuation des eaux de pluie, éclairage et ramassage des ordures.



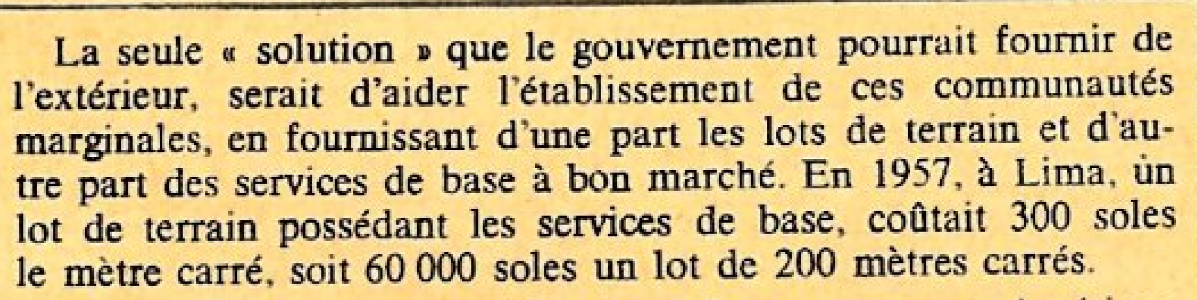
Des établissements d'enseignement et d'autres services communautaires peuvent y être ajoutés. C'est l'intégration et la fixation des bidonvilles.

Pour expliquer l'éventuelle participation des pauvres au projet d'amélioration des bidonvilles, Mc Namara constate : "L'une des caractéristiques les plus intéressantes des indigents qui peuplent les bidonvilles est leur sens profond de l'épargne. Sur leurs revenus infimes ils économisent le moindre sou. Leur grande ambition est de disposer un jour d'un logement meilleur pour abriter leur famille."

Deuxième remède : (plus coûteux). La trame d'accueil : la municipalité fournit un terrain, le remblaie et le nivelle, puis l'équipe des éléments d'infrastructure essentiels : voies d'accès, drainage, alimentation en eau, tout-à-l'égout et électricité. Le terrain est divisé en petites parcelles qui sont soit louées, soit vendues aux pauvres.

Ceux-ci reçoivent un plan simple à réaliser et un prêt à faible intérêt qui leur permet d'acheter des matériaux de construction peu coûteux. Ce sont eux qui se chargent de construire leur propre logement.

La trame d'accueil est censée stimuler l'effort personnel. Les pauvres forment ensuite une communauté viable et cohérente pour une dépense publique minimale, remarque enfin le président de la Banque mondiale.



La seule « solution » que le gouvernement pourrait fournir de l'extérieur, serait d'aider l'établissement de ces communautés marginales, en fournissant d'une part les lots de terrain et d'autre part des services de base à bon marché. En 1957, à Lima, un lot de terrain possédant les services de base, coûtait 300 soles le mètre carré, soit 60 000 soles un lot de 200 mètres carrés.

Or les quelques rares réalisations de ce genre en Amérique latine se sont soldées par des échecs. Ainsi, en 1953, à Caracas, le gouvernement du général Pérez Jímenez voulut faire disparaitre les *ranchos* qui entouraient la capitale. Pour cela, le Banco Obrero de Caracas (organisme national de l'habitat) construisit entre 1954 et 1958, plus de 20 000 habitations multifamiliales, où furent logés 30 % de la population de la capitale (alors qu'au début de 1954, il n'y avait que 10 % de cette même population dans les *ranchos*). De force, on délogea les pobladores de leurs taudis et on les transporta dans des camions jusqu'à leurs nouvelles demeures : des blocs de quinze étages. Pendant deux années, ces gens s'efforcèrent de s'adapter à cette vie si nouvelle et encore plus traumatisante que celle qu'ils venaient de quitter à la périphérie de la ville. Et puis en 1958, on s'aperçut que de nouveaux bidonvilles se reformaient et atteignaient alors plus des 20 % de la population de Caracas.

Cette tentative avorta donc et accéléra même le processus d'urbanisation incontrôlée et anarchique. La raison était simple. Stimulés par l'attention que portait le gouvernement à leurs préoccupations d'habitat, les migrants ne cessaient d'affluer depuis les campagnes les plus reculées. ("Les Déracinés du Quart-Monde" Sabine Margons - p.146 - Ŋapero 72

QUELLES SOLUTIONS ?

Plusieurs courants politiques s'affrontent autour des solutions apportées ou préconisées au problème de l'établissement humain des plus pauvres. Le premier, caractérisé par l'Algérie, insiste sur la dépendance de l'habitat des autres conditions sociales et économiques héritées des temps coloniaux. Toute véritable solution pour l'habitat passe par l'établissement d'une nouvelle société : la société socialiste.

Le second courant, plus technocratique, plus pratique aussi celui que représente Mc Namara, reconnaît également que pour les pauvres, l'habitat est dépendant du revenu. Le souci majeur consiste alors à améliorer ce revenu en conservant le statu quo ambiant. Il faut créer des emplois que les pauvres peuvent facilement intégrer afin qu'ils puissent payer l'amélioration de leur habitat. C'est la stratégie de l'intégration sur toute la ligne à la voie capitaliste du développement. Elle s'oppose violemment à l'autre stratégie, celle de la self-reliance, une stratégie de rupture.

Entre les deux, on ne peut se contenter de la navigation à vue, qui consiste à tirer de l'une ou de l'autre ce qui paraît le meilleur.

Il faut définir une stratégie à long terme et une tactique plus immédiate pour tenter d'améliorer la situation de l'habitat des plus pauvres, dans le respect des cultures et de leur priorité face à l'avenir. Il faut tenir compte également dans la tactique des tares présentes sur le terrain.

C'est cependant immédiatement être critique vis-à-vis de Mc Namara qui considère les pauvres comme dangereux pour l'Etablissement et qui fait ensuite découler les solutions préconisées de cette constatation. Sous couvert d'intégration des marginaux, on risquerait fort sinon, d'accentuer la ségrégation sociale de l'espace urbain et de créer des ghettos.

La stratégie :
Proche de l'idéal de self-reliance, elle a pour objectifs principaux :
- La décentralisation urbaine, à l'exemple des villages Ujamaa en Tanzanie.
- Une politique agricole adaptée aux besoins des plus démunis du pays (redistribution des terres, cultures vivrières, techniques utilisant la main d'oeuvre disponible), capable de retenir la population sur ses terres.
- Des budgets d'Etat adaptés à ces objectifs.

La tactique :
- oui à une politique d'amélioration des bidonvilles qui contribue à améliorer les conditions de vie des plus pauvres.
- Oui à la création d'emplois et de services sociaux sur place.
- Oui à l'encouragement donné aux petites entreprises puisqu'il contribue à la décentralisation de l'économie et dessert l'emprise des grandes entreprises, moteurs du développement capitaliste.
- Non à la "trame d'accueil" puisqu'elle est un encouragement à la concentration de l'établissement humain autour de centres déjà engorgés.
- Oui aux programmes d'aide à l'artisanat et à la petite agriculture.
- Non aux programmes qui visent l'augmentation de la production sans se soucier de l'évolution de la consommation des plus pauvres.

Pierre-Alain Donnier

1. Départ :

Jean-Luc et Erika Borel-Heiniger, ingénieur et institutrice partent pour l'hôpital protestant de Dabou en Côte-d'Ivoire où J.-L. est engagé comme ingénieur de l'hôpital.

2. Pour ceux qui ont le temps de lire en vacances :

a) "EVANGILE ET POLITIQUE-FAUT-IL S'ENGAGER ?" par Jean Anderfuhren. Petit volume publié par les Editions du Soc (on peut le commander au DM) dans lequel le difficile problème de l'engagement politique de chrétien aussi bien que de l'Eglise est étudié avec lucidité à partir des textes bibliques.

b) "UNE SUISSE AU-DESSUS DE TOUT SOUPCON" de Jean Ziegler (Editions du Seuil). Il a déjà été abondamment parlé de ce volume., en bien et en mal. Sa lecture est cependant une nécessité pour ceux qui s'intéressent réellement à la vie politique de la Suisse. C'est après lecture qu'il faut se faire une opinion sur ce pamphlet!

3. Pour ceux qui ont une semaine à utiliser :

CAMP BIBLIQUE OECUMENIQUE

19-25 juillet 1976 à



Le camp biblique propose cette année 7 ateliers de formation et de recherche biblique active sur le texte d'ACTES 16/11-40. Les participants choisiront une démarche pour la durée de la semaine

La semaine est ouverte à tous sans restrictions, dès l'âge indicatif de 17 ans, et aux familles (avec enfants).

Les enfants de moins de 7 ans sont pris en charge en garderie pendant la journée. Dès 7 ans, ils participeront à l'atelier qui leur est réservé.

inscriptions à renvoyer avant le 10 juillet aux secrétariats cantonaux:

VD: *Secrétariat de Jeunesse, rue de l'Ale 31, 1003 LAUSANNE*

4. Session de préparation - 5 semaines à Longirod (24 mai - 26 juin 1976)

- Une quinzaine de participants, ingénieurs techniciens, agronome, théologiens, enseignants, infirmière, secrétaire, animateur.

- Une démarche centrée sur le cheminement de chacun et du groupe, au travers des thèmes de la rencontre des cultures, de l'économie, de la foi, de l'Islam, etc.

- Le thème "Mission" diffus dans tout ce qui a été abordé, attire, quand on le focalise, des réactions diverses :

Ce que nous souhaitons :

Vivre, partager, rencontrer, être ensemble, solidaires avec d'autres hommes. Devenir plus humains avec d'autres, avec tous les autres. Etre ce que je suis là ou ailleurs (sans faire abstraction du passé), vivre le projet de Dieu, vivre quelque chose d'effrité, qui est encore à naître.

Ce que nous ne voulons pas :

Etre appelés, ou s'appeler missionnaires; faire dégouliner notre savoir vers ceux qui ne sauraient pas ! Attirer des gens vers nous, penser pour vous, aller dire sans écouter, faire peur et culpabiliser, des grandes églises, des petites cases, faire éclater les cultures;

Et alors "Mission" ?

Est-ce une tâche particulière ? qu'annonce-t-on ? Nous n'avons pas envie de faire la critique du passé mais que faisons-nous maintenant ? "Allez évangéliser toutes les nations" - qu'est-ce que cela veut dire aujourd'hui ?

Vivre quelque chose d'effrité qui est encore à naître ?

Naissances :
- Romilda, le 12 mai 76, au foyer de Ancilla Chalard-Anzini, 9 ch. de Rosemont, 1024 Ecublens
- Raphaël, le 19 mai 76, au foyer d'Annie et J.-Cl. Gillard-Rossier, 1624 Progens
- François, le 27 mai 76, au foyer de Chantal et J.-P. Rebetez-Terrier, 2915 Bure

Mariages :
- Alphonse Egger et Marie-Odette Anacharte, le 7 février 76 à St-Urs (FR)
- Danièle Gaillard et Bruno Perroulaz, le 3 juillet 76 à la chapelle de Gland. Leur nouvelle adresse : 6, ch. de la Bride, 1224 Chêne-Bougeries
- Regula Bloch et Raymond Chervaz, le 10 juillet 76, à l'église de Collombey. Leur adresse : rue Pré-Raye, 1868 Collombey

Retour-Départ :
- Alice Guegen, infirmière, à Tonga (Colombie) est rentrée fin mai. Son adresse : No 1 Le Lano, 56000 Quiberon - France
- Alphonse Egger et sa jeune épouse ont été affectés au Nord Cameroun dans un projet de l'Union inter. pr la protection de l'enfance. Adresse : CFJA - B.P. 17 Yagoua - Nord Cameroun *(voir feuille annexée)*

Décès :
- Le foyer de Monique et Roland Frossard, 1627 Vaulruz, pleure le petit Vincent, âgé de trois mois. Il les a quittés le 10 juin.

Missionnaires :
3 anciens laïcs missionnaires des Frères sans Frontière s'engagent à vie dans l'Eglise missionnaire. Nous sommes heureux de leur dire notre joie et nos voeux chargés d'amitié.
- Jean Ronayette fut au Mali de 71 à 73; il sera ordonné prêtre de la société missionnaire des Pères Blancs le 26 juin 76 à Clermont-Ferrand (Ad: Treille 11,63000 Cler.-Ferrand)
- Jean-Pierre Roth fut à Gitega, Burundi de 71 à 73; il sera ordonné prêtre de la Sté Miss. des Pères Blancs à Chardonne, son village natal le 27.6.76 (Ad: 1803 Chardonne)
- Gilberte Vaucher, de Torny-le-Grand, fut à Yaoudé, Cameroun de 68 à 71. Après une étape de formation professionnelle et spirituelle, elle est devenue Soeur de St Paul, sous le nom de Sr Gilberte-Myriam. Elle a rejoint la communauté et la librairie de St Paul, à Bujumbura, Burundi.
- Ralph Klingele (anc. à Kindu, Zaïre) a été affecté par Helvetas à un projet agricole de Terre des Hommes en Ethiopie. (Ad : Terre des Hommes PO Box 679, Dessié (Wollo)Ethiopie

Stages de préparation au Bouveret

Un premier stage final de préparation s'est déroulé au Bouveret du 2 au 23 mai 76. Le deuxième stage final, avec d'autres candidats, se déroulera également au chalet Analakely du Bouveret du 4 au 25 juillet.

La vie dans les équipes régionales

Dans un récent comité, les animateurs ont établi une photographie de la vie dans chaque centre régional FSF. Il nous paraît opportun d'en dire quelques mots à nos lecteurs :

Valais : Dans la première partie du cycle 75/76 le travail a été axé sur l'engagement personnel de chacun en Suisse; le deuxième partie sur la connaissance des Tiers-Mondes. Un week-end d'évaluation est prévu en juin au Simplon. Le centre a été accompagné par deux animateurs seulement, dont un prêtre.

Vaud : le groupe vaudois a vécu une année à l'enseigne du leit-motiv : "Comment s'engager ici pour vivre un monde plus fraternel". Chacun est appelé à réagir, là où il vit, en assumant ses responsabilités sociales, politiques, ecclésiastiques, syndicalistes. Les participants ont suivi régulièrement les week-ends mensuels.

Fribourg : au départ, le groupe a recruté des participants : ils vinrent jusqu'à 30! Bientôt la sensibilisation au milieu et dans les événements d'ici apparut urgente. Soirées d'information suscitées dans les villages et organisées par les mouvements des jeunes; participation à Fraternoël, à Magasins du Monde, à l'action Guatemala, à l'action Ujaama, à l'action Outspan, information dans les écoles, etc. Les animateurs se sont retrouvés pour une retraite de trois jours pendant l'année. La foi, approfondie dès le premier week-end de l'automne 75, a marqué l'évolution de toute l'année.

A noter que l'équipe s'est rendue au Jura pour partager avec l'équipe FSF Jura un week-end consacré à la Chine.

Jura : le travail d'année a été pensé avec une ouverture à l'extérieur de FSF. Les rencontres, recherches, conférences étaient annoncées dans la presse et ouvertes à tous. D'où une collaboration avec des préfets et responsables communaux, avec le Mouvement populaire des familles, les groupes Tiers-Monde, les syndicats, les groupes missionnaires, etc. Les participants ont cherché à s'engager avec les gens où ils vivent, notamment avec le monde ouvrier et le monde paysan. La mise en route de la Constituante jurassienne a interpellé le groupe également. Chaque week-end rassemblait membres FSF et invités pour une partie du temps et comprenait un moment spécifique aux membres FSF. La difficulté de trouver un aumônier pour accompagner l'équipe a pesé et continue de peser sur le groupe.

Genève : les premiers week-ends étaient concentrés sur une seule journée, d'où un démarrage assez lent. Les participants ont pris très tôt en charge l'organisation des week-ends, exerçant beaucoup de créativité dans l'amitié. Ils ont lancé une conférence Blardone à Genève, en liaison avec les OPM. Un audio-visuel pour la conscientisation aux problèmes du Tiers-Monde est en voie de montage. Le groupe est bien relancé à Genève grâce à une solide équipe d'animateurs.

Tessin : le groupe s'est fixé des objectifs précis : former les éventuels partants outre-mer; sensibiliser aux problèmes de chez nous; rencontrer des spécialistes et responsables de pénitenciers et de prison; organiser des rencontres de solide formation chaque lundi soir pour les jeunes intéressés. De multiples contacts ont été pris avec des paroisses du Tessin et des groupes de base. Des émissions TV et radio ont été préparées et vécues à plusieurs reprises. Une quinzaine de participants constituent un solide noyau d'action et de réflexion autour des animateurs.

*****

Je suis heureux de sentir que la rencontre avec des gens d'une autre culture est possible; qu'au-delà de toutes les incompréhensions, le désir de comprendre ouvre la porte de l'amitié.

Les contacts quotidiens avec des jeunes qui respirent la joie de vivre m'obligent à sortir de ma morosité. Je plaisante plus que par le passé. Une joie plus calme monte en moi : la joie de partager ma foi et de sentir que ce partage ne laisse pas les autres indifférents. Ma vie s'unifie, elle prend un autre sens, elle sort de la banalité, elle devient aventure.

...

Philippe Chappot
Pointe Noire
République Populaire du Congo

*****

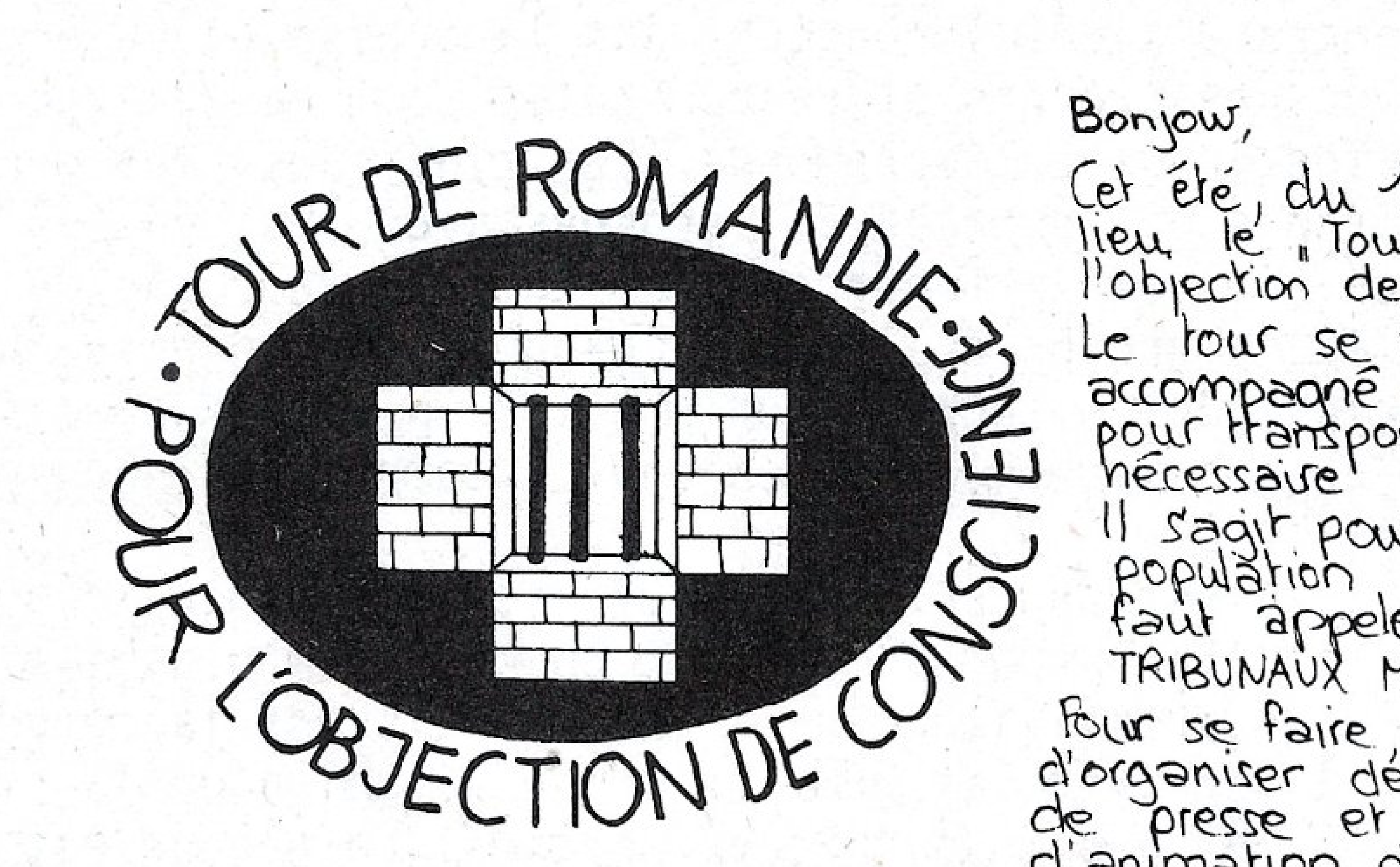
Médecin cherche remplaçant à la frontière algéro-marocaine dans projet gouvernemental. Travail intéressant, vie rude. Renseignements : Antoinette Schneider, 24 rue de la Prairie, CH 1800 Vevey.

Nouveau Provincial chez les Pères Blancs

En remplacement du P. Walter Schnarwiler, arrivé au terme de son mandat, le P. Jean-Pierre Chevrolet a été nommé supérieur provincial des Pères blancs de Suisse, après une consultation de tous les membres de la Province.

Le P. Schnarwiler, qui a été à la tête de la province suisse des Pères blancs pendant huit ans et qui a joué un rôle très actif comme vice-président du Conseil missionnaire catholique suisse, reprendra prochainement le chemin de la Tanzanie, où il avait avait exercé son apostolat avant d'être nommé supérieur provincial en Suisse. (Lib.-Kipa)

FSF et l'Equipe d'INTERROGATION ont la joie d'annoncer la naissance, le dimanche 2o juin de
P I E R R E
fils de Bernard et de Claude GRANGIER-DENERVAUD.
Adresse: Chemin des Croix-Rouges 16, 1007 Lausanne.



Bonjour,

Cet été, du 10 au 25 juillet, aura lieu le „Tour de romandie pour l'objection de conscience".
Le tour se fera à vélo et sera accompagné d'un ou deux véhicules pour transporter le matériel nécessaire.
Il s'agit pour nous de rendre la population attentive sur ce qu'il faut appeler LE SCANDALE DES TRIBUNAUX MILITAIRES.
Pour se faire, nous nous efforçerons d'organiser des conférences de presse et des soirées d'animation dans les principales localités que nous traverserons.

Lors de la dernière réunion de préparation qui a eu lieu le samedi 29 mai au CMLK, une dizaine de participants se sont répartis les différentes tâches à exécuter et deux groupes de travail se sont constitués :

- Contacts avec la presse
- Préparation du matériel

La prochaine réunion de préparation aura lieu le vendredi 18 juin à 19 h. au CMLK. Un projet de texte pour la plaquette qui sera distribuée pendant le tour devra être mis au net.
Naturellement, l'organisation et la réalisation d'un tel projet nécessitent une certaine base financière raison pour laquelle nous faisons

APPEL A VOTRE SOUTIEN

SAIGNELEGIER – DELEMONT – CFF – 26 – LA CHAUX DE FONDS – BIENNE – 22 – NEUCHATEL – 42 – 45 – MORAT – 32 – YVERDON – FRIBOURG – 33 – ROSSENS – 45 – BULLE – 27 – LAUSANNE – TOUS AU TOUR DE ROMANDIE – ROLLE – MONTREUX – NYON – 34 – 25 – ARRIVEE – 38 – BEX – DEPART – GENEVE – 28 – MARTIGNY – SAXON – BOOF

NOM ____ PRÉNOM ____

RUE ____ N° ____

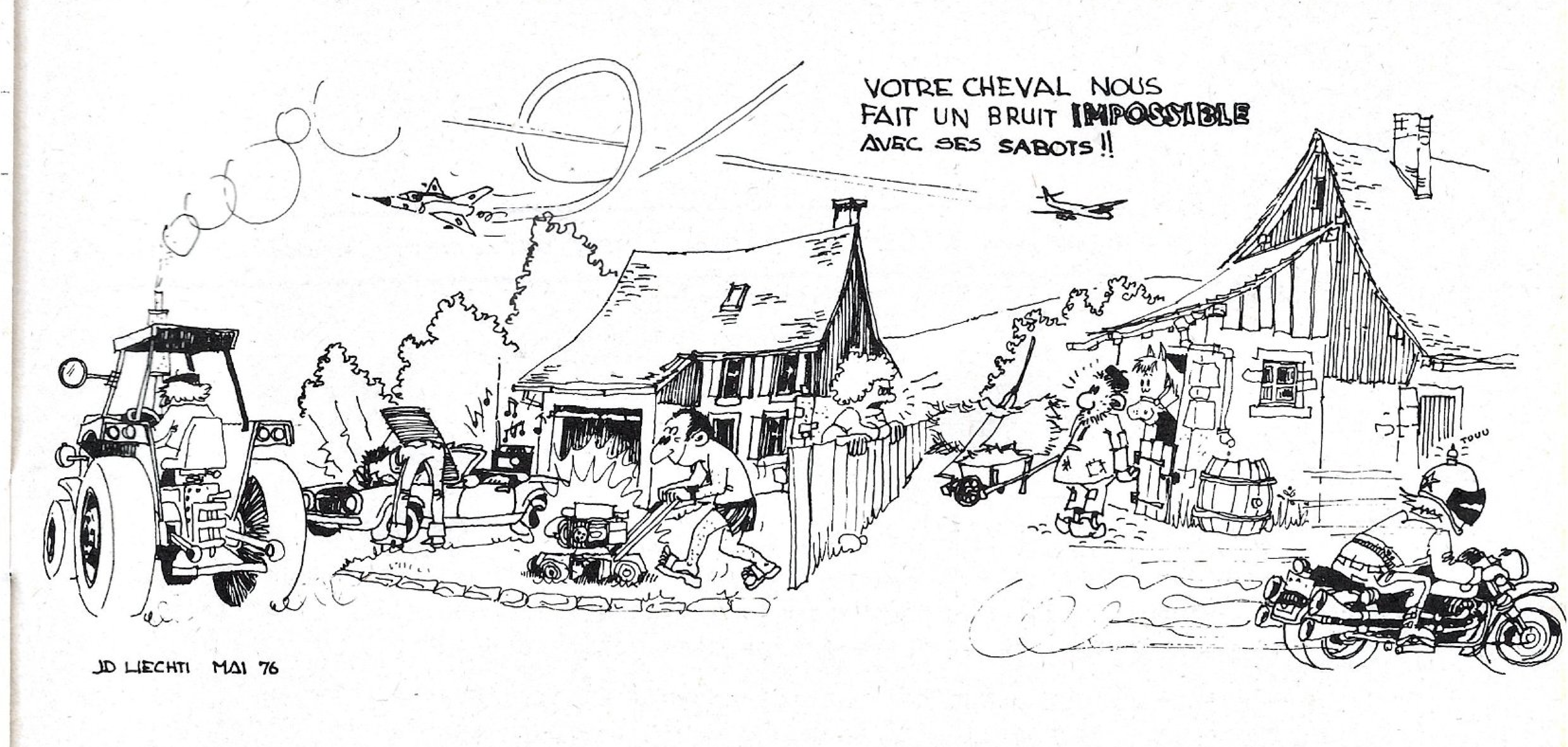
NP ____ LOCALITÉ ____ TÉL ____

• JE PARTICIPE AU TOUR COMPLET (10-25 JUILLET) ☐ OUI ☐ NON
OU BIEN DU...... AU ...... JUILLET

• JE POURRAI AIDER À DIVERSES TÂCHES DE PRÉPARATION ☐ OUI ☐ NON

• JE SERAI ACCOMPAGNÉ(E) D'ENFANT(S) ☐ OUI ☐ NON ☐ NOMBRE

A envoyer au Centre Martin Luther King, Béthusy 56, 1012 Lausanne -VD

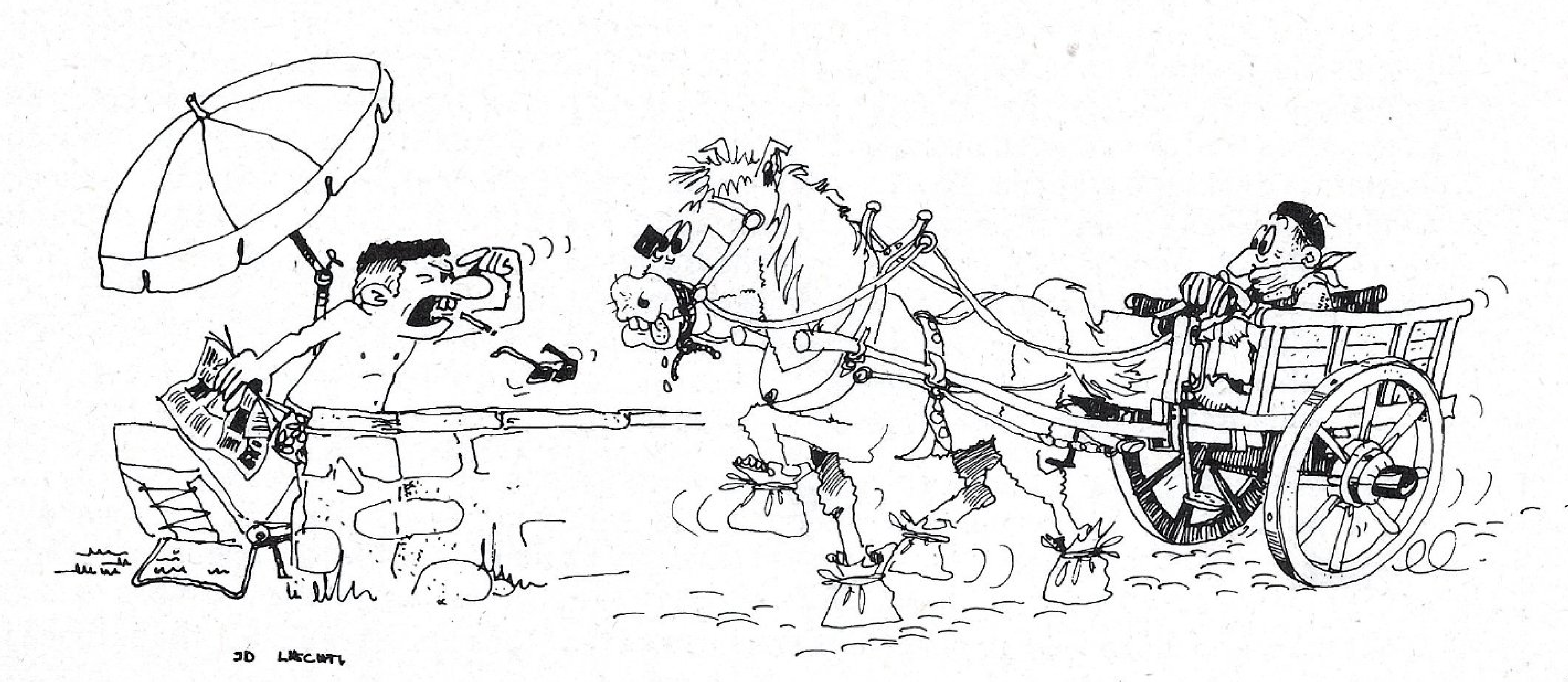


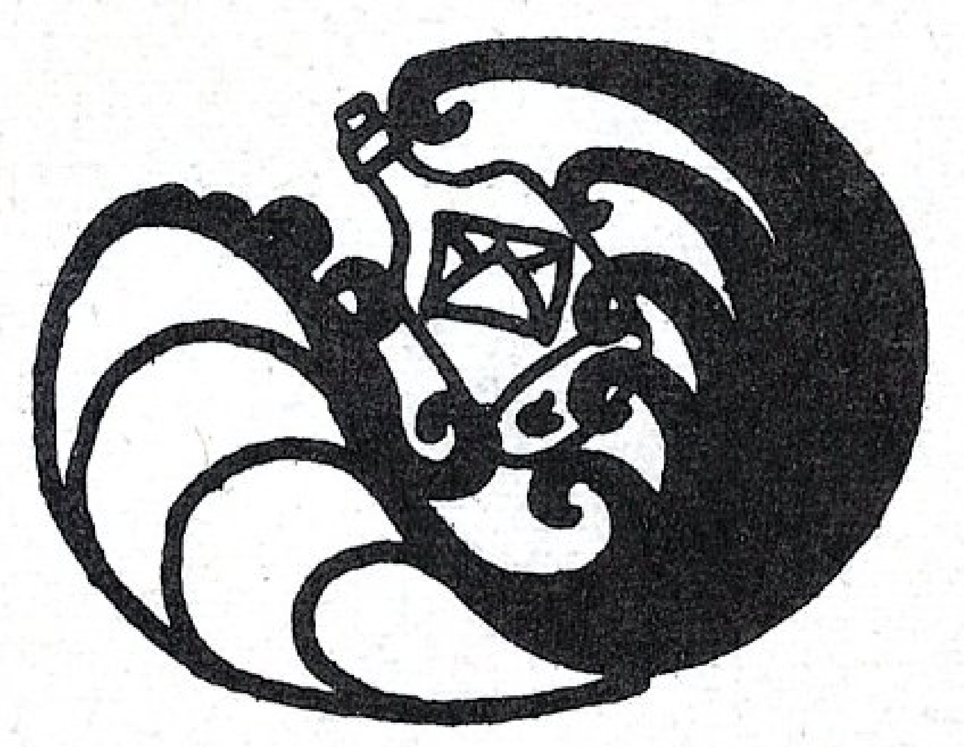
PLAINTE CONTRE UN CHEVAL AUX SABOTS TROP BRUYANTS

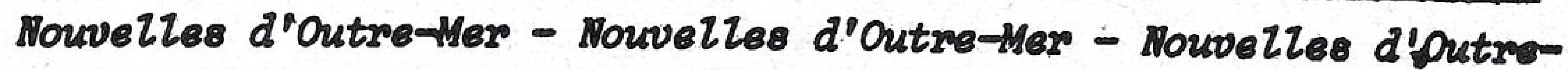
Trop bruyante, la cloche d'une église de la région de Fontainebleau avait déjà conduit son curé devant les juges. Tout comme d'ailleurs le coq d'une ferme berrichonne, trop matinal au goût de ses voisins, avait valu au propriétaire de la basse-cour des démêlés judiciaires... Cette fois, c'est un brave cheval percheron qui se trouve au centre du litige, puisque ses sabots, trop sonores, perturbent le sommeil d'un couple de résidents secondaires de Mézy-sur-Seine (Yvelines).

Dernier cheval de trait du canton de Meulan, « Bibi » traîne depuis cinq ans la charrette d'un petit cultivateur à travers les rues du village et les champs d'alentour ; ultime témoin du passé rural d'une bourgade que l'autoroute de Normandie a mise à une portée de décibel du tunnel de Saint-Cloud, l'animal est l'unique compagnon de son maître, « Paulo » L'Hermitte, un vieux garçon qui, lui non plus, ne dort plus à l'idée de se rendre prochainement — et pour la première fois— devant le tribunal d'instance de Meulan.

Tous les autres chevaux ayant échoué chez l'équarrisseur pour être remplacés par des tracteurs, « Bibi » est devenu l'ami des villageois, surtout des gosses.







COMPTER SUR SOI-MEME...

(Extraits du rapport de Kathleen Haradine, à Baguera / Hte-Volta)

Pendant l'année 74/75, nous nous sommes aperçus que la population était très mal informée sur le rôle de notre équipe d'animation à Baguéra.

Ils pensaient surtout qu'un des buts du travail était l'évangélisation et, en plus, comme la région avait été beaucoup exploitée par les blancs, ils étaient convaincus, que, de nouveau, le blanc venait retirer le peu d'argent qu'ils avaient pour l'utiliser à son avantage. Ils voyaient dans notre travail, sous de fausses promesses un nouveau système d'exploitation de leur propre bien avec en plus une cotisation de leur part. On peut donner comme exemple que le CESAC, (Centre pour le développement économique et social de l'Afrique de l'Ouest) pour creuser des puits, demandait une cotisation par quartier d'environ 10'000 francs.

Dès qu'une occasion se présentait, nous tentions d'expliquer notre rôle, soit aux autorités locales, soit à la population en passant par les chefs traditionnels et notables, par les femmes, au cours de la PMI (Protection maternelle et infantile). Pendant ces séances d'information, nous nous rendions compte qu'une grande partie de la population n'était pas touchée par l'information et par nos activités et qu'autour de nos rôles continuait à régner un malentendu.

Nous avons essayé de trouver les causes de ce malaise, pour y apporter un remède. Voici, selon nous, les causes principales :
- le chef n'avait pas beaucoup d'autorité au village
- le groupe composé par le chef et les notables se composait surtout de vieux
- il n'y avait pas de groupe représentatif de tous les âges du village
- tout plan de travail était élaboré uniquement par les membres de l'équipe, à la population ne restaient que des propositions de détails (pas de participation réelle).

Il fallait donc commencer par un groupe représentatif du village; sans interlocuteur valable, nous ne savions pas où commencer. Depuis plusieurs années, les jeunes de Baguera achetaient leur ballon de football, grâce aux cotisations des fonctionnaires et de quelques paysans. En avril 74, la même routine recommança, mais cette solution ne paraissait pas convenir, ni aux jeunes gens, ni aux cotisants. Ensemble, notre équipe et les jeunes, avons réfléchi comment assurer un fonds permanent; peu à peu, nous avons abouti à l'idée de la création d'une buvette. En septembre 74, grâce à un fonds dont disposait un des membres de l'équipe, fut créée une buvette qui avait pour objectifs :
- avoir de l'argent pour pouvoir acheter un ballon
- se regrouper avec un but précis (achat et vente des boissons)
- créer un lieu de rencontre pour la population

Depuis sa création, il y a eu beaucoup de réunions entre les jeunes et tout cela non sans peine, pour que tout le monde se sente concerné par son existence. De réunion en réunion, une partie du village de Baguera décida de créer un comité villageois et, au mois de mars 75, un matin, sous les manguiers, devant une population nombreuse qui comprenait les autorités locales et autres fonctionnaires

de Baguera, le bureau du comité villageois fut créé.

Voici le texte tel qu'il se trouve dans le dossier du comité :

a) Pourquoi les jeunes se sont-ils regroupés ?

Lors de son discours-programme, le Père du Renouveau du pays a longuement insisté sur le rôle que doit jouer la jeunesse pour le développement de la nation. Le Ministre de la jeunesse ne cesse d'encourager les travaux exécutés çà et là sur l'étendue du territoire national par les jeunes.

Pour faire de tels travaux, il faut un groupe, car un seul doigt ne peut pas ramasser un caillou par terre. Les jeunes ne pouvaient pas rester indifférents, aussi se sont-ils regroupés au sein d'un comité pour développer leur région.

b) Buts et objectifs :

Pour développer notre région, nous ne devons pas tout attendre du gouvernement. Certains travaux, réparer une route, creuser un puits, nettoyer une place publique, sont des choses à faire par la jeunesse sans qu'on lui demande.

Nos objectifs sont multiples :
- permettre aux jeunes de se connaître
- créer un climat d'entente au sein du village
- faire de Baguera un village modèle
- rencontrer la jeunesse d'autres régions, voire même d'autres nations, etc.

Depuis sa création, les activités du comité ont été les suivantes :
- 8 puits traditionnels près du marigot
- deux toilettes avec seco autour du marché
- nettoyage et desherbage, deux fois, de la cour des cases-maternités
- desherbage deux fois de la rizière
- les jeunes filles ont vanné le riz de cette même rizière
- desherbage de la cour de l'école
- nettoyage du marché et de deux quartiers : Icollo et Bamba
- réparation de la maison des jeunes
- plantation d'arbres autour de la maison des jeunes

La population a collaboré à la construction de cases pour les visites pré-natales et les accouchements. La fin des travaux a donné l'occasion d'une fête au village. Vingt personnes des quartiers de Baguera et de six villages, dans un rayon de quinze kilomètres, sont responsables de la distribution préventive de la nivaquine. Plusieurs puits ont été achetés. Une action soja, une action approvisionnement en médicaments dans les dispensaires de brousse, ont été réalisées. La population a remarqué qu'elle devait faire appel, même pour de petits travaux, à des ouvriers spécialisés à Bangfora ou Bobo. Elle a mis en route la formation d'artisans ruraux dans des stages de sept mois pour la menuiserie, la maçonnerie, la mécanique et le cyclo-motorisme. Toujours dans le même but : prise en charge progressive du village.

D'autres projets sont en cours pour les mois qui viennent, mais à la différence des années précédentes, toutes les démarches sont faites par les délégués des villages et les travaux commencent uniquement quand chacun ou une majorité de la population est prêt à fournir un maximum de travail et quand chacun tombe d'accord sur les modalités du travail.





Que les jours qui viennent soient de sécheresse ou de rafraîchissement, l'équipe d'INTERROGATION vous souhaite un bon été !

J.A.
1700 FRIBOURG 2

INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts.

Centre Offset SA, Lausanne